

BUDGET DE DÉPENSES

2000-2001

VOLUME I

Livre des crédits

pour l'année financière
se terminant le 31 mars 2001

Déposé à l'Assemblée nationale
par monsieur Bernard Landry,
Vice-Premier ministre
et ministre d'État à l'Économie
et aux Finances

Préparé conformément
aux articles 38 et 39
du chapitre A-6
des *Lois refondues du Québec*

Québec 

ISSN 0706-0319
ISBN 2-550-35707-8

Dépôt légal, 1^{er} trimestre 2000
Bibliothèque nationale du Québec

AVANT-PROPOS

Les informations sur le Budget de dépenses du gouvernement du Québec pour l'exercice 2000-2001 se retrouvent dans les trois documents suivants :

Volume I : Livre des crédits

Volume II : Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires

Volume III : Plans ministériels de gestion des dépenses

Le Volume I présente les crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2000-2001. Il fait la distinction entre les crédits, le budget de dépenses et le budget d'investissements. Les crédits sont ventilés par ministères et par programmes. Ils sont obtenus en déduisant la dépense d'amortissement du budget de dépenses et en y ajoutant le budget d'investissements.

Le Volume II contient les informations d'ensemble sur le Budget de dépenses et des informations complémentaires sur certains aspects particuliers. On retrouve au début de ce volume le message du Président du Conseil du trésor concernant le Budget de dépenses.

Le Volume III présente les *Plans ministériels de gestion des dépenses*. Ces plans donnent des explications sur le budget de dépenses et le budget d'investissements de chaque ministère et organisme. On y retrouve, notamment, de l'information sur leurs orientations stratégiques.

Table des matières

Page

NOTES EXPLICATIVES

Contenu du Livre des crédits	A-3
Explications des termes apparaissant au Livre des crédits	A-4
Définition des supercatégories	A-6
Définition des catégories	A-7
Modifications à la structure des portefeuilles et de programmes	A-8

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

Budget de dépenses	B-3
Distinction entre le budget de dépenses, le budget d'investissements et les crédits	B-4
Sommaire des crédits	B-5

CRÉDITS

Assemblée nationale

Assemblée nationale	1-1
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2-1

Portefeuilles

Affaires municipales et Métropole	3-1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	4-1
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	5-1
Conseil exécutif	6-1
Culture et Communications	7-1
Éducation	8-1
Emploi, Solidarité sociale	9-1
Environnement	10-1
Famille et Enfance	11-1
Faune et Parcs	12-1
Finances	13-1

Table des matières (suite)

	Page
Industrie et Commerce	14-1
Justice et Condition féminine.....	15-1
Recherche, Science et Technologie	16-1
Régions.....	17-1
Relations avec les citoyens et Immigration	18-1
Relations internationales	19-1
Ressources naturelles	20-1
Revenu	21-1
Santé et Services sociaux	22-1
Sécurité publique	23-1
Tourisme.....	24-1
Transports	25-1
Travail	26-1

NOTES EXPLICATIVES

Notes explicatives

1. CONTENU DU LIVRE DES CRÉDITS

Ce volume présente à l'Assemblée nationale le budget de dépenses, le budget d'investissements et les crédits requis par le gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001. Les « crédits à voter » sont soumis au vote de l'Assemblée nationale et représentent les sommes maximales que le gouvernement est autorisé à engager au cours de l'exercice financier. Le *Livre des crédits* présente en outre les montants prévus aux « crédits permanents » qui sont déjà autorisés par une loi.

SECTIONS DU *LIVRE DES CRÉDITS*

La première section du *Livre des crédits* intitulée « Sommaire du budget de dépenses et des crédits » comporte trois tableaux. Le premier est un sommaire du budget de dépenses 2000-2001 comparé à la dépense probable de 1999-2000; le second expose la distinction entre le budget de dépenses, le budget d'investissements et les crédits et le troisième donne le sommaire des crédits.

La section suivante présente les crédits et les budgets de dépenses prévus pour l'Assemblée nationale et pour les personnes désignées par l'Assemblée nationale que sont le Directeur général des élections, le Vérificateur général et le Protecteur du citoyen.

Cette section présente ensuite les crédits et les budgets de dépenses prévus pour chacun des portefeuilles, lesquels regroupent les programmes sous la responsabilité d'un ministre.

Au début de la section de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et de chacun des portefeuilles ministériels, un sommaire présente le budget global et regroupe les crédits de l'ensemble des programmes concernés. Une brève description explique pour chacun des programmes à quelles fins les crédits seront utilisés. L'élément représente une subdivision du programme. Suivent, pour chacun des programmes, des tableaux illustrant les crédits ventilés par éléments ainsi que les budgets de dépenses et les budgets d'investissements par éléments et par supercatégories. On y trouve l'effectif affecté au programme, ventilé par éléments.

Enfin, la section de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et de chacun des portefeuilles ministériels est complétée par des informations sur les fonds spéciaux et les crédits de transfert. Les crédits affectés aux fonds spéciaux sont ventilés par fonds et l'effectif de l'ensemble des fonds est donné. Ensuite, les crédits de transfert sont détaillés pour chacun des programmes et ventilés par bénéficiaires et par catégories de dépenses.

Notes explicatives (suite)

2. EXPLICATIONS DES TERMES APPARAISSANT AU LIVRE DES CRÉDITS

CRÉDITS 2000-2001

Les crédits portent sur les dépenses et les investissements dont le déboursement grève les sommes versées au fonds consolidé du revenu et sur lequel le Parlement a droit d'allocation. Les crédits ne couvrent donc pas la dépense d'amortissement mais incluent les investissements.

Les crédits sont votés par programmes. Cependant, certains programmes comportent des crédits permanents, octroyés en vertu d'une loi, et dont le montant, donné à titre indicatif, n'est pas voté.

Certains crédits constituent des provisions qui permettent des virements à d'autres programmes en cours d'exercice, selon les conditions qui y sont spécifiées. Par ailleurs, les directives du Conseil du trésor permettent aux ministères de modifier, en cours d'exercice, la répartition des crédits à l'intérieur d'un programme dans les limites de leur budget de dépenses. Toutefois, les ministères doivent obtenir l'autorisation préalable du Conseil du trésor pour les virements de crédits impliquant la supercatégorie « Transfert » ou la catégorie « Support » incluse à la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

CRÉDITS 1999-2000

Pour établir le comparatif avec les crédits 2000-2001, les crédits 1999-2000 comprennent les crédits inscrits au *Livre des crédits 1999-2000* et, pour certains programmes, les crédits supplémentaires votés en cours d'exercice. Ils incorporent également les variations de crédits permanents ainsi que les virements récurrents de crédits en provenance du programme « Fonds de suppléance » du Conseil du trésor. Enfin, les crédits comparatifs 1999-2000 reflètent les changements qui ont été apportés aux structures de programmes pour l'exercice 2000-2001.

BUDGET DE DÉPENSES ET BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Le *Livre des crédits* présente distinctement le budget de dépenses et le budget d'investissements pour chaque portefeuille, programme et élément. Le budget de dépenses regroupe les supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Créances douteuses et autres provisions ». Le budget d'investissements comprend les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, Placements et Avances ».

Les investissements en immobilisations sont capitalisés et seul l'amortissement est inscrit à la dépense de l'exercice dans la supercatégorie « Fonctionnement ». L'amortissement ne nécessite pas de crédits car cette dépense découle de crédits autorisés antérieurement pour l'acquisition d'immobilisations.

Notes explicatives (suite)

Enfin, les investissements en prêts, placements et avances ne constituent pas une dépense mais ils sont inclus aux crédits car ils impliquent un déboursé.

EFFECTIF

L'effectif apparaît au budget de dépenses de chacun des portefeuilles et de chacun de leurs programmes. L'effectif apparaît également au sommaire des crédits affectés aux fonds spéciaux rattachés au portefeuille.

L'effectif est exprimé en équivalent temps complet (ETC). Ce chiffre correspond à la durée d'emploi de l'ensemble du personnel régulier et occasionnel et constitue une prévision pour l'année. L'effectif comparatif comprend l'effectif indiqué au *Livre des crédits 1999-2000*, modifié s'il y a lieu pour refléter les changements à la structure de programmes, les transferts de postes entre ministères ainsi que les ajustements effectués en cours d'exercice.

Les stagiaires et les étudiants ne sont pas comptabilisés à l'effectif.

CRÉDITS AFFECTÉS À UN FONDS SPÉCIAL

L'information financière sur les fonds spéciaux est donnée au volume III *Plans ministériels de gestion des dépenses*. Au *Livre des crédits*, seuls les montants de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial » sont présentés au budget de dépenses de chaque programme qui en comporte. Ces crédits sont ventilés par fonds spéciaux et par catégories de dépenses pour chaque portefeuille.

CRÉDITS DE TRANSFERT

Les crédits de transfert font l'objet d'un tableau spécifique terminant la section de chacun des portefeuilles, lorsque ceux-ci en comportent. La ventilation des crédits de transfert par projets y est présentée pour chaque programme. La ventilation par bénéficiaires et par catégories de dépenses y est faite pour l'ensemble du portefeuille.

SUPERCATÉGORIES

Les supercatégories regroupent les catégories utilisées par les ministères pour la comptabilisation de leurs dépenses et de leurs investissements. Au *Livre des crédits*, seules les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » sont ventilées par catégories.

Notes explicatives (suite)

3. DÉFINITION DES SUPERCATÉGORIES

Rémunération

Cette supercatégorie comprend la rémunération de base, le temps supplémentaire et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, et les employés saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec ainsi qu'aux étudiants et aux stagiaires. Elle inclut enfin les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Fonctionnement

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Elle inclut également l'amortissement des immobilisations.

Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette. On ne retrouve cette supercatégorie qu'au portefeuille « Finances ».

Affectation à un fonds spécial

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier.

Transfert

Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

Créances douteuses et autres provisions

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation à la « Provision pour créances douteuses » et à la « Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement ».

Notes explicatives (suite)

Immobilisations

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments d'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

4. DÉFINITION DES CATÉGORIES

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les cinq catégories suivantes.

Rémunération

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial.

Fonctionnement

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le fonctionnement, autre que la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

Notes explicatives (suite)

Capital

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend les immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

Intérêt

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

Support

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le soutien financier versé aux bénéficiaires, autre que celui mentionné à l'intérieur de la même supercatégorie, aux catégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Capital » et « Intérêt ».

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend les paiements destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

5. MODIFICATIONS À LA STRUCTURE DES PORTEFEUILLES ET DE PROGRAMMES

Cette section présente les principales modifications aux structures de programmes qui sont intégrées au *Livre des crédits 2000-2001*. Un signe (-) indique le retrait d'une responsabilité alors qu'un signe (+) signifie l'ajout d'une responsabilité.

Éducation

- (+) Le programme « Consolidation et développement des services éducatifs » et l'élément de programme « Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit visant la consolidation et le développement des services éducatifs » sont ajoutés.
- (-) L'élément de programme « Administration du loisir et du sport » est retiré à la suite du transfert de ces responsabilités au portefeuille « Santé et aux Services sociaux ».

Notes explicatives (suite)

Emploi, Solidarité sociale

- (-) L'élément de programme « Administration du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail » est retiré puisque l'aide financière est versée à partir de l'élément « Assistance-emploi ».

Faune et Parcs

- (-) L'élément de programme « Provision pour réallouer, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit visant la conservation et la mise en valeur de la faune et des parcs » est retiré.

Finances

- (+) L'élément de programme « Sociétés d'État, organisation financière et politiques comptables » est ajouté pour refléter les activités ministérielles dans ce secteur.
- (+) L'élément de programme « Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le soutien au branchement des familles à Internet » est ajouté.

Industrie et Commerce

- (-) L'élément de programme « Centre de recherche industrielle du Québec » est retiré.
- (+) L'élément de programme « Soutien pour les services aux PME » est ajouté.

Relations avec les citoyens et Immigration

- (+) Le programme « Curateur public » est ajouté à la suite de l'intégration du Curateur public au portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration ».

Santé et Services sociaux

- (+) Le programme « Consolidation et développement des services sociosanitaires » et l'élément de programme « Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit visant la consolidation des services sociosanitaires » sont ajoutés.

Notes explicatives (suite)

- (-) L'élément de programme « Consolidation des services et restructuration financière du réseau » est retiré puisque des crédits y ont été pourvus en 1998-1999 seulement.
- (+) Le programme « Développement du loisir et du sport » est ajouté à la suite du transfert de cette responsabilité en provenance du portefeuille « Éducation ».

AUTRES MODIFICATIONS À LA STRUCTURE DE PROGRAMMES

La structure de présentation des crédits 2000-2001 incorpore en outre d'autres modifications consécutives au regroupement de programmes ou d'éléments de programmes ainsi qu'à des changements à leur dénomination ou à leur numérotation. Le cas échéant, le comparatif 1999-2000 a été rajusté pour assurer la continuité dans la présentation des données.

**SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES
ET DES CRÉDITS**

Budget de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	Budget de dépenses	Dépense probable
	(000 \$)	
Assemblée nationale	73 539,6	72 104,0
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	41 646,1	42 583,0
Affaires municipales et Métropole	1 207 026,9	1 113 948,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	719 468,9	533 265,1
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	619 685,3	428 955,2*
Conseil exécutif	59 843,4	180 119,6
Culture et Communications	432 774,9	457 942,3
Éducation	10 107 492,4	9 764 067,2
Emploi, Solidarité sociale	3 997 387,0	4 046 719,5*
Environnement	173 727,8	253 283,7
Famille et Enfance	1 548 010,3	1 436 070,8**
Faune et Parcs	102 540,2	75 201,0
Finances (excluant le service de la dette)	508 168,8	357 158,6
Industrie et Commerce	151 473,5	152 202,4*
Justice et Condition féminine	463 319,7	465 658,7
Recherche, Science et Technologie	213 652,0	304 588,6*
Régions	124 025,5	153 709,2*
Relations avec les citoyens et Immigration	171 268,9	171 965,5**
Relations internationales	110 899,6	119 351,0*
Ressources naturelles	329 024,9	476 970,1
Revenu	614 613,7	658 880,9
Santé et Services sociaux	15 456 523,6	14 534 620,7
Sécurité publique	670 336,3	701 592,5
Tourisme	53 336,3	110 888,7
Transports	1 443 989,2	1 588 838,8
Travail	66 225,2	73 314,0
Dépenses de programmes	39 460 000,0	38 274 000,0
Service de la dette	6 750 000,0	6 724 000,0
Total	46 210 000,0	44 998 000,0

* Ce portefeuille contient une ou des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres portefeuilles et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1999-2000 tiennent compte des virements à l'un ou l'autre des portefeuilles.

** Des redressements ont été effectués afin de présenter sur la même base qu'en 2000-2001, les dépenses 1999-2000. Ces redressements entraînent en 1999-2000 une hausse des dépenses de :

- 61,0 M\$ au portefeuille " Famille et Enfance " en raison de la mise en place du dernier volet des places à contribution réduite dans les services de garde;
- 28,3 M\$ au portefeuille " Relations avec les citoyens et Immigration " à la suite de l'intégration du Curateur public comme organisme budgétaire.

Distinction entre le budget de dépenses et les crédits

	2000-2001			Crédits totaux
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	
	(000 \$)			
Assemblée nationale	73 539,6	3 772,0	5 078,8	74 846,4
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	41 646,1	3 323,0	385,8	38 708,9
Affaires municipales et Métropole	1 207 026,9	1 605,0	7 848,2	1 213 270,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	719 468,9	6 074,7	9 112,0	722 506,2
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	619 685,3	1 547,4	300 024,5	918 162,4
Conseil exécutif	59 843,4	672,5	372,1	59 543,0
Culture et Communications	432 774,9	1 136,6	859,3	432 497,6
Éducation	10 107 492,4	4 114,0	162 755,6	10 266 134,0
Emploi, Solidarité sociale	3 997 387,0	1 641,6	1 276,2	3 997 021,6
Environnement	173 727,8	3 853,0	7 475,6	177 350,4
Famille et Enfance	1 548 010,3	1 477,9	1 983,7	1 548 516,1
Faune et Parcs	102 540,2	6 510,7	3 126,4	99 155,9
Finances	7 258 168,8	4 192,5	19 581,6	7 273 557,9
Industrie et Commerce	151 473,5	1 220,8	1 446,9	151 699,6
Justice et Condition féminine	463 319,7	2 720,6	1 566,5	462 165,6
Recherche, Science et Technologie	213 652,0	300,0	521,3	213 873,3
Régions	124 025,5	394,1	27 648,3	151 279,7
Relations avec les citoyens et Immigration	171 268,9	5 251,0	4 247,0	170 264,9
Relations internationales	110 899,6	1 408,5	1 165,0	110 656,1
Ressources naturelles	329 024,9	12 530,6	19 470,3	335 964,6
Revenu	614 613,7	1 500,0	2 064,9	615 178,6
Santé et Services sociaux	15 456 523,6	1 037,5	1 277,0	15 456 763,1
Sécurité publique	670 336,3	11 380,4	18 215,2	677 171,1
Tourisme	53 336,3	-	-	53 336,3
Transports	1 443 989,2	263 449,6	42 961,9	1 223 501,5
Travail	66 225,2	2 140,0	2 542,9	66 628,1
Total	46 210 000,0	343 254,0	643 007,0	46 509 753,0

Sommaire des crédits

	2000-2001			1999-2000
	Crédits à voter	Crédits permanents	Crédits totaux	Crédits comparatifs
			(000 \$)	
Assemblée nationale	-	74 846,4	74 846,4	73 351,1
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	21 314,4	17 394,5	38 708,9	39 893,4
Affaires municipales et Métropole	1 211 831,5	1 438,6	1 213 270,1	1 167 365,8
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	722 386,4	119,8	722 506,2	531 486,0
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	703 723,7	214 438,7	918 162,4	850 864,0
Conseil exécutif	58 457,1	1 085,9	59 543,0	179 774,3
Culture et Communications	428 033,2	4 464,4	432 497,6	458 989,3
Éducation	9 734 990,3	531 143,7	10 266 134,0	10 010 499,3
Emploi, Solidarité sociale	3 962 212,0	34 809,6	3 997 021,6	3 967 876,5
Environnement	177 315,8	34,6	177 350,4	245 601,6
Famille et Enfance	1 548 506,5	9,6	1 548 516,1	1 461 707,0
Faune et Parcs	99 080,9	75,0	99 155,9	84 227,7
Finances	514 018,5	6 759 539,4	7 273 557,9	7 145 504,1
Industrie et Commerce	151 690,0	9,6	151 699,6	154 718,4
Justice et Condition féminine	371 071,6	91 094,0	462 165,6	453 880,8
Recherche, Science et Technologie	213 863,7	9,6	213 873,3	305 824,8
Régions	145 259,0	6 020,7	151 279,7	181 131,4
Relations avec les citoyens et Immigration	169 786,9	478,0	170 264,9	134 665,0
Relations internationales	110 546,5	109,6	110 656,1	109 129,7
Ressources naturelles	330 885,5	5 079,1	335 964,6	460 302,3
Revenu	416 532,1	198 646,5	615 178,6	649 682,8
Santé et Services sociaux	9 296 494,2	6 160 268,9	15 456 763,1	14 488 463,3
Sécurité publique	670 875,4	6 295,7	677 171,1	664 739,4
Tourisme	53 326,7	9,6	53 336,3	110 436,0
Transports	1 223 482,3	19,2	1 223 501,5	1 327 985,4
Travail	64 296,4	2 331,7	66 628,1	64 935,8
Total	32 399 980,6	14 109 772,4	46 509 753,0	45 323 035,2

CRÉDITS

Assemblée nationale

Assemblée nationale

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Secrétariat général, affaires juridiques et parlementaires, relations interparlementaires, communications et protocole	11 104,5	-	6,0	11 110,5	10 893,6
2. Gestion, diffusion des débats, soutien matériel et technique	26 186,6	3 772,0	5 072,8	27 487,4	27 073,3
3. Services statutaires de soutien aux parlementaires	36 248,5	-	-	36 248,5	35 384,2
	73 539,6	3 772,0	5 078,8	74 846,4	73 351,1
Moins : Crédits permanents				74 846,4	73 351,1
Crédits à voter				-	-

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	53 742,3	52 331,7
Fonctionnement	19 692,9	19 608,2
Transfert	104,4	104,4
Total	73 539,6	72 044,3
Effectif des programmes	480	480
Effectif total	480	480
Budget d'investissements		
Immobilisations	5 078,8	5 078,8
Total	5 078,8	5 078,8

Assemblée nationale

Programme 1

Secrétariat général, affaires juridiques et parlementaires, relations interparlementaires, communications et protocole

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Bureau du Secrétaire général et des secrétaires adjoints	6 002,6	-	-	6 002,6	5 893,8
2. Affaires parlementaires	5 101,9	-	6,0	5 107,9	4 999,8
	11 104,5	-	6,0	11 110,5	10 893,6
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
Élément 1				6 002,6	5 893,8
Élément 2				5 107,9	4 999,8
Crédits à voter				-	-

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale et à assurer la logistique des activités protocolaires.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2000-2001	1999-2000
	1	2		
			(000 \$)	
Rémunération	4 457,8	4 434,8	8 892,6	8 675,7
Fonctionnement	1 544,8	562,7	2 107,5	2 107,5
Transfert	-	104,4	104,4	104,4
	6 002,6	5 101,9	11 104,5	10 887,6
Effectif total	94	97	191	191
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	6,0	6,0	6,0
	-	6,0	6,0	6,0

Assemblée nationale

Programme 2

Gestion, diffusion des débats, soutien matériel et technique

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Gestion administrative	11 537,8	-	544,0	12 081,8	11 810,1
2. Soutien matériel et technique	14 648,8	3 772,0	4 528,8	15 405,6	15 263,2
	26 186,6	3 772,0	5 072,8	27 487,4	27 073,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
Élément 1				12 081,8	11 810,1
Élément 2				15 405,6	15 263,2
Crédits à voter				-	-

Ce programme vise à planifier, diriger, coordonner et contrôler les ressources humaines et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale, à assurer la sécurité des personnes et des biens et à fournir les services professionnels, techniques et opérationnels auprès des parlementaires et des unités administratives.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	11 137,8	5 422,5		16 560,3	16 154,7
Fonctionnement	400,0	9 226,3		9 626,3	9 617,8
	11 537,8	14 648,8		26 186,6	25 772,5
Effectif total	146	143		289	289
Budget d'investissements					
Immobilisations	544,0	4 528,8		5 072,8	5 072,8
	544,0	4 528,8		5 072,8	5 072,8

Assemblée nationale

Programme 3

Services statutaires de soutien aux parlementaires

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Indemnités et allocations	18 100,3	-	-	18 100,3	17 730,5
2. Personnel des députés	16 897,8	-	-	16 897,8	16 422,9
3. Services de recherche des partis	1 250,4	-	-	1 250,4	1 230,8
	<u>36 248,5</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	36 248,5	<u>35 384,2</u>
Moins : Crédits permanents					
Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1)					
Élément 1				10 802,5	10 539,0
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
Élément 1				7 297,8	7 191,5
Élément 2				16 897,8	16 422,9
Élément 3				1 250,4	1 230,8
Crédits à voter				-	-

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	11 820,6	15 661,8	807,0	28 289,4	27 501,3
Fonctionnement	6 279,7	1 236,0	443,4	7 959,1	7 882,9
	<u>18 100,3</u>	<u>16 897,8</u>	<u>1 250,4</u>	36 248,5	<u>35 384,2</u>

Assemblée nationale

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Secrétariat général, affaires juridiques et parlementaires, relations interparlementaires, communications et protocole		
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	104,4	104,4
Total	104,4	104,4

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Personnes	104,4	104,4
Total	104,4	104,4

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	104,4	104,4
Total	104,4	104,4

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Le protecteur du citoyen	6 294,4	63,0	200,0	6 431,4	6 639,8
2. Le vérificateur général	15 180,2	185,9	40,0	15 034,3	14 741,5
3. Administration du système électoral	20 171,5	3 074,1	145,8	17 243,2	18 512,1
	41 646,1	3 323,0	385,8	38 708,9	39 893,4
Moins : Crédits permanents				17 394,5	18 604,9
Crédits à voter				21 314,4	21 288,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	25 466,2	24 873,8
Fonctionnement	13 552,6	15 228,2
Transfert	2 627,3	2 501,8
Total	41 646,1	42 603,8
Effectif des programmes	441	441
Effectif total	441	441
Budget d'investissements		
Immobilisations	385,8	578,7
Total	385,8	578,7

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Programme 1

Le protecteur du citoyen

Élément	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Le protecteur du citoyen	6 294,4	63,0	200,0	6 431,4	6 639,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32)					
Élément 1				151,3	92,8
Crédits à voter				6 280,1	6 547,0

Ce programme vise à permettre au protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	4 957,8		4 957,8	4 719,9
Fonctionnement	1 336,6		1 336,6	1 608,4
	6 294,4		6 294,4	6 328,3
Effectif total	84		84	84
Budget d'investissements				
Immobilisations	200,0		200,0	392,9
	200,0		200,0	392,9

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Programme 2 Le vérificateur général

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Le vérificateur général	15 180,2	185,9	40,0	14 741,5
Crédits à voter				15 034,3

Ce programme vise à permettre au vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources, du Fonds consolidé du revenu, des ministères et de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	12 719,0		12 719,0	12 556,5
Fonctionnement	2 461,2		2 461,2	2 308,6
	15 180,2		15 180,2	14 865,1
Effectif total	209		209	209
Budget d'investissements				
Immobilisations	40,0		40,0	40,0
	40,0		40,0	40,0

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Programme 3

Administration du système électoral

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Gestion interne et soutien	13 867,7	3 074,1	145,8	10 939,4	10 776,3
2. Commission de la représentation	590,0	-	-	590,0	137,3
3. Activités électorales	5 713,8	-	-	5 713,8	7 598,5
	20 171,5	3 074,1	145,8	17 243,2	18 512,1
Moins : Crédits permanents					
Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3)					
Élément 1				10 939,4	10 776,3
Élément 2				590,0	137,3
Élément 3				5 713,8	7 598,5
Crédits à voter				-	-

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	7 789,4	-	-	7 789,4	7 597,4
Fonctionnement	6 078,3	590,0	3 086,5	9 754,8	11 311,2
Transfert	-	-	2 627,3	2 627,3	2 501,8
	13 867,7	590,0	5 713,8	20 171,5	21 410,4
Effectif total	148	-	-	148	148
Budget d'investissements					
Immobilisations	145,8	-	-	145,8	145,8
	145,8	-	-	145,8	145,8

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 3 - Administration du système électoral		
Financement des partis politiques	2 627,3	2 501,8
Total	2 627,3	2 501,8

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif	2 627,3	2 501,8
Total	2 627,3	2 501,8

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	2 627,3	2 501,8
Total	2 627,3	2 501,8

Portefeuilles ministériels

Affaires municipales et Métropole

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Promotion et développement de la Métropole	87 985,4	-	4 763,2	92 748,6	81 940,6
2. Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures	400 851,5	-	-	400 851,5	443 791,6
3. Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	390 027,1	-	-	390 027,1	258 527,1
4. Administration générale	41 270,4	1 305,1	2 975,0	42 940,3	42 924,0
5. Organismes administratifs et quasi judiciaires	3 338,9	43,3	10,0	3 305,6	3 274,6
6. Habitation	270 308,7	-	-	270 308,7	323 844,5
7. Régie du logement	13 244,9	256,6	100,0	13 088,3	13 063,4
	1 207 026,9	1 605,0	7 848,2	1 213 270,1	1 167 365,8
Moins : Crédits permanents				1 438,6	1 438,6
Crédits à voter				1 211 831,5	1 165 927,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	40 736,0	40 288,5
Fonctionnement	15 962,9	16 530,7
Affectation à un fonds spécial	199 274,2	75 002,8
Transfert	949 624,8	1 027 860,8
Créances douteuses et autres	1 429,0	1 429,0
Total	1 207 026,9	1 161 111,8
Effectif des programmes	753	753
Effectif total	753	753
Budget d'investissements		
Immobilisations	3 085,0	3 122,8
Prêts, Placements et Avances	4 763,2	4 763,2
Total	7 848,2	7 886,0

Affaires municipales et Métropole

Programme 1

Promotion et développement de la Métropole

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Société du Palais des congrès de Montréal	16 248,7	-	-	16 248,7	17 646,3
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	19 490,8	-	4 763,2	24 254,0	23 154,0
3. Aide au développement de la Métropole	37 744,1	-	-	37 744,1	26 857,3
4. Régie des installations olympiques	14 501,8	-	-	14 501,8	14 283,0
	87 985,4	-	4 763,2	92 748,6	81 940,6
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 2				1 429,0	1 429,0
Crédits à voter				91 319,6	80 511,6

Ce programme consiste à susciter et soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant pour buts le développement et la promotion de la Métropole et joue un rôle de catalyseur et de rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il favorise la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale de soutien au développement local et régional pour les régions administratives de Montréal et de Laval.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments		2000-2001	1999-2000
			3	4		
			(000 \$)			
Affectation à un fonds spécial	-	1 960,0	-	-	1 960,0	1 960,0
Transfert	16 248,7	16 101,8	37 744,1	14 501,8	84 596,4	73 788,4
Créances douteuses et autres	-	1 429,0	-	-	1 429,0	1 429,0
	16 248,7	19 490,8	37 744,1	14 501,8	87 985,4	77 177,4
Budget d'investissements						
Prêts, Placements et Avances	-	4 763,2	-	-	4 763,2	4 763,2
	-	4 763,2	-	-	4 763,2	4 763,2

Affaires municipales et Métropole

Programme 2

Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	
				Crédits	
			(000 \$)		
1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	5 815,2	-	-	5 815,2	6 557,2
2. Assainissement des eaux du Québec	311 058,6	-	-	311 058,6	179 010,1
3. Infrastructures	83 977,7	-	-	83 977,7	258 224,3
	400 851,5	-	-	400 851,5	443 791,6
Crédits à voter				400 851,5	443 791,6

Ce programme vise à assurer une participation financière du gouvernement pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. Il favorise l'application du programme spécial d'intervention « Aqueduc et Égout de la Basse Côte-Nord » et couvre la contribution requise par le Fonds spécial de financement des activités locales. De plus, il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés urbaines de même qu'en milieu nordique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	-	-	-	-	160,0
Fonctionnement	-	-	-	-	43,3
Affectation à un fonds spécial	-	197 314,2	-	197 314,2	73 042,8
Transfert	5 815,2	113 744,4	83 977,7	203 537,3	370 545,5
	5 815,2	311 058,6	83 977,7	400 851,5	443 791,6

Affaires municipales et Métropole

Programme 3

Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	17 889,5	-	-	17 889,5	21 308,2
2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	217 158,7	-	-	217 158,7	206 601,1
3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	4 334,7	-	-	4 334,7	4 015,6
4. Aménagement du territoire municipal	8 759,1	-	-	8 759,1	9 559,1
5. Aide financière aux municipalités, aux villages nordiques et à l'administration régionale Kativik	141 885,1	-	-	141 885,1	17 043,1
	390 027,1	-	-	390 027,1	258 527,1
Crédits à voter				390 027,1	258 527,1

Ce programme vise à fournir aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il a aussi pour but de favoriser le regroupement de municipalités, et ce à travers toutes les régions du Québec. Il permet également d'accorder une aide financière et technique aux municipalités, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik. Il couvre le soutien des municipalités régionales de comté, notamment pour faciliter l'aménagement du territoire.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)				
Transfert	17 889,5	217 158,7	4 334,7	8 759,1	141 885,1	390 027,1	258 527,1
	17 889,5	217 158,7	4 334,7	8 759,1	141 885,1	390 027,1	258 527,1

Affaires municipales et Métropole

Programme 4 Administration générale

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Direction	3 928,0	-	-	3 928,0
2. Gestion	37 342,4	1 305,1	2 975,0	39 012,3
	41 270,4	1 305,1	2 975,0	42 940,3
Moins : Crédits permanents				
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)				
Élément 1				9,6
Crédits à voter				42 930,7

Ce programme regroupe la direction du Ministère, soit le cabinet de la ministre et le bureau du sous-ministre. Il englobe également la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires dans la gestion des différents programmes du Ministère et dans l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en oeuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	2 172,3	26 196,0		28 368,3	27 921,2
Fonctionnement	640,6	11 146,4		11 787,0	12 103,0
Transfert	1 115,1	-		1 115,1	1 115,1
	3 928,0	37 342,4		41 270,4	41 139,3
Effectif total	25	467		492	492
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	2 975,0		2 975,0	3 089,8
	-	2 975,0		2 975,0	3 089,8

Affaires municipales et Métropole

Programme 5

Organismes administratifs et quasi judiciaires

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Commission municipale du Québec	2 306,7	43,3	10,0	2 273,4
2. Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés	1 032,2	-	-	1 032,2
	3 338,9	43,3	10,0	3 305,6
Crédits à voter				3 305,6

Ce programme vise à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative auprès des municipalités. Il permet également d'obtenir un éclairage sur les besoins des personnes âgées dans le contexte d'une société vieillissante, de définir des orientations, d'identifier et de voir à la mise en oeuvre d'actions significatives et structurantes, de même que de projets mobilisateurs sectoriels ou multisectoriels devant être inclus dans un plan d'action gouvernemental.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	1 670,0	623,2		2 293,2	2 261,9
Fonctionnement	636,7	368,8		1 005,5	990,6
Transfert	-	40,2		40,2	40,2
	2 306,7	1 032,2		3 338,9	3 292,7
Effectif total	27	9		36	36
Budget d'investissements					
Immobilisations	10,0	-		10,0	10,0
	10,0	-		10,0	10,0

Éléments	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Société d'habitation du Québec	268 536,4	-	-	268 536,4	322 072,2
2. Immobilière SHQ	1 772,3	-	-	1 772,3	1 772,3
	270 308,7	-	-	270 308,7	323 844,5
Crédits à voter				270 308,7	323 844,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Transfert	268 536,4	1 772,3		270 308,7	323 844,5
	268 536,4	1 772,3		270 308,7	323 844,5

Affaires municipales et Métropole

Programme 7 Régie du logement

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Régie du logement	13 244,9	256,6	100,0	13 063,4
Crédits à voter				13 063,4

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires et à régler leurs conflits.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	10 074,5		10 074,5	9 945,4
Fonctionnement	3 170,4		3 170,4	3 393,8
	13 244,9		13 244,9	13 339,2
Effectif total	225		225	225
Budget d'investissements				
Immobilisations	100,0		100,0	23,0
	100,0		100,0	23,0

Affaires municipales et Métropole

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole		
Fonds de développement régional	1 960,0	1 960,0
Programme 2 - Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures		
Fonds spécial de financement des activités locales	197 314,2	73 042,8
Total	199 274,2	75 002,8

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Capital	88 207,5	64 659,5
Intérêt	109 106,7	8 383,3
Support	1 960,0	1 960,0
Total	199 274,2	75 002,8

Affaires municipales et Métropole

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole		
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	16 101,8	15 001,8
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	13 944,1	7 057,3
Fonds de développement de la Métropole	23 800,0	19 800,0
Régie des installations olympiques	14 501,8	14 283,0
Société du Palais des congrès de Montréal	16 248,7	17 646,3
Total du programme 1	84 596,4	73 788,4
Programme 2 - Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures		
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	11 000,6	11 000,6
Assainissement des eaux du Québec	113 744,4	105 942,3
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	2 469,8	3 857,2
Eaux vives du Québec	3 345,4	2 700,0
Infrastructures Canada-Québec	72 354,8	71 845,4
Infrastructures municipales en milieu nordique	622,3	200,0
Soutien aux infrastructures municipales	-	175 000,0
Total du programme 2	203 537,3	370 545,5
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités		
Compensation financière pour les équipements antipollution	10 000,0	-
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	4 334,7	4 015,6
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	217 158,7	206 601,1
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	17 889,5	21 308,2
Financement des services municipaux nordiques	6 284,8	6 434,4
Mesure de transition et renforcement des agglomérations urbaines et des municipalités régionales de comté	115 000,0	-
Mise en commun de services	-	800,0
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	6 000,0	6 000,0
Programme de neutralité	1 422,0	1 280,0
Restructuration municipale	8 759,1	8 759,1
Subvention à l'Administration régionale Kativik	2 808,7	2 993,7
Autres crédits de transfert	369,6	335,0
Total du programme 3	390 027,1	258 527,1
Programme 4 - Administration générale		
Autres crédits de transfert	1 115,1	1 115,1
Programme 5 - Organismes administratifs et quasi judiciaires		
Autres crédits de transfert	40,2	40,2
Programme 6 - Habitation		
Aide à l'amélioration de l'habitat	39 328,3	44 525,6
Aide au logement social	204 084,0	252 905,3
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	700,0	700,0
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	24 424,1	23 941,3
Immobilière SHQ	1 772,3	1 772,3
Total du programme 6	270 308,7	323 844,5
Total du portefeuille	949 624,8	1 027 860,8

Affaires municipales et Métropole

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	15 759,2	17 443,0
Entreprises et organismes d'État	56 946,9	59 226,9
Municipalités	619 782,6	648 778,0
Organismes à but non lucratif	110 071,9	130 168,4
Personnes	147 064,2	172 244,5
Total du portefeuille	949 624,8	1 027 860,8

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	29 085,7	24 807,4
Fonctionnement	15 146,2	22 334,4
Capital	195 384,3	364 008,2
Intérêt	149 545,8	143 369,6
Support	560 462,8	473 341,2
Total du portefeuille	949 624,8	1 027 860,8

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Formation, recherche et développement technologique	33 707,5	-	2 112,1	33 261,3
2. Financement agricole	51 327,3	1 180,5	827,5	59 438,5
3. Aide aux entreprises agroalimentaires	175 756,0	-	282,9	161 445,4
4. Assurances agricoles	352 582,2	449,1	447,9	175 184,1
5. Appui réglementaire	38 532,2	128,6	2 341,0	39 222,6
6. Gestion interne et soutien	48 852,2	4 316,5	2 566,6	45 123,5
7. Développement des pêches et de l'aquiculture	18 711,5	-	534,0	17 810,6
	719 468,9	6 074,7	9 112,0	531 486,0
Moins : Crédits permanents				119,8
Crédits à voter				722 386,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	144 008,2	140 187,1
Fonctionnement	48 435,6	51 389,1
Transfert	526 765,1	340 414,3
Créances douteuses et autres	260,0	260,0
Total	719 468,9	532 250,5
Effectif des programmes	2 775	2 775
Effectif total	2 775	2 775
Budget d'investissements		
Immobilisations	9 112,0	4 785,2
Total	9 112,0	4 785,2

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 1

Formation, recherche et développement technologique

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Recherche et développement technologique	15 267,3	-	27,0	15 294,3
2. Formation bioalimentaire	18 440,2	-	2 085,1	20 525,3
	33 707,5	-	2 112,1	35 819,6
Crédits à voter				35 819,6

Ce programme vise à développer le potentiel et améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	8 474,8	14 452,9		22 927,7	21 502,6
Fonctionnement	1 324,2	2 965,3		4 289,5	4 795,5
Transfert	5 468,3	1 022,0		6 490,3	6 620,9
	15 267,3	18 440,2		33 707,5	32 919,0
Effectif total	175	293		468	458
Budget d'investissements					
Immobilisations	27,0	2 085,1		2 112,1	342,3
	27,0	2 085,1		2 112,1	342,3

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 2 Financement agricole

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Gestion interne et soutien	18 582,6	1 180,5	827,5	18 229,6	18 162,4
2. Contributions à l'intérêt	19 062,2	-	-	19 062,2	19 776,1
3. Subventions de capital	10 030,0	-	-	10 030,0	9 000,0
4. Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	3 652,5	-	-	3 652,5	12 500,0
	51 327,3	1 180,5	827,5	50 974,3	59 438,5
Moins : Crédits permanents					
Loi sur la Société de financement agricole, (L.R.Q., c. S-11.0101)					
Élément 2				32,2	90,1
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 2				10,0	10,0
Crédits à voter				50 932,1	59 338,4

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4		
	(000 \$)					
Rémunération	14 063,8	-	-	-	14 063,8	14 200,2
Fonctionnement	4 518,8	-	-	-	4 518,8	4 527,6
Transfert	-	19 052,2	10 030,0	3 652,5	32 734,7	41 266,1
Créances douteuses et autres	-	10,0	-	-	10,0	10,0
	18 582,6	19 062,2	10 030,0	3 652,5	51 327,3	60 003,9
Effectif total	299	-	-	-	299	299
Budget d'investissements						
Immobilisations	827,5	-	-	-	827,5	615,1
	827,5	-	-	-	827,5	615,1

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 3

Aide aux entreprises agroalimentaires

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Appui financier	139 626,7	-	-	139 626,7	123 581,2
2. Appui professionnel et technique	36 129,3	-	282,9	36 412,2	37 864,2
	175 756,0	-	282,9	176 038,9	161 445,4
Crédits à voter				176 038,9	161 445,4

Ce programme vise à améliorer la compétitivité des entreprises ainsi qu'à promouvoir le développement des marchés internes et externes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	-	31 915,4		31 915,4	31 845,7
Fonctionnement	-	4 213,9		4 213,9	5 360,4
Transfert	139 626,7	-		139 626,7	123 581,2
	139 626,7	36 129,3		175 756,0	160 787,3
Effectif total	-	673		673	689
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	282,9		282,9	658,1
	-	282,9		282,9	658,1

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 4 Assurances agricoles

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Assurance-récolte	23 550,0	-	-	23 550,0
2. Assurance-stabilisation des revenus agricoles	307 786,6	-	-	307 786,6
3. Gestion interne et soutien	20 295,6	449,1	447,9	20 294,4
4. Programmes nationaux tripartites	950,0	-	-	950,0
	352 582,2	449,1	447,9	352 581,0
Crédits à voter				352 581,0

Ce programme vise à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)			
Rémunération	-	-	15 836,0	-	15 836,0	16 052,2
Fonctionnement	-	-	4 459,6	-	4 459,6	4 473,8
Transfert	23 550,0	307 786,6	-	950,0	332 286,6	154 659,3
	23 550,0	307 786,6	20 295,6	950,0	352 582,2	175 185,3
Effectif total	-	-	314	-	314	315
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	447,9	-	447,9	447,9
	-	-	447,9	-	447,9	447,9

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 5 Appui réglementaire

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Contrôle de la qualité des produits	27 692,6	-	1 757,2	29 449,8
2. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 133,7	-	20,8	3 154,5
3. Commission de protection du territoire agricole du Québec	7 705,9	128,6	563,0	8 140,3
	38 532,2	128,6	2 341,0	40 744,6
Crédits à voter				40 744,6
				39 222,6

Ce programme vise à assurer des produits de qualité aux consommateurs, à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	19 186,8	2 427,6	6 072,1	27 686,5	26 867,5
Fonctionnement	4 072,0	706,1	1 633,8	6 411,9	7 028,7
Transfert	4 433,8	-	-	4 433,8	4 433,8
	27 692,6	3 133,7	7 705,9	38 532,2	38 330,0
Effectif total	446	43	107	596	598
Budget d'investissements					
Immobilisations	1 757,2	20,8	563,0	2 341,0	1 021,2
	1 757,2	20,8	563,0	2 341,0	1 021,2

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 6 Gestion interne et soutien

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Direction	5 170,8	-	29,0	5 199,8
2. Soutien administratif	43 681,4	4 316,5	2 537,6	41 902,5
	48 852,2	4 316,5	2 566,6	47 102,3
Moins : Crédits permanents				
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)				
Élément 1				9,6
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)				
Élément 2				68,0
Crédits à voter				47 024,7
				45 045,9

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	4 164,7	21 373,3		25 538,0	23 645,4
Fonctionnement	1 006,1	22 058,1		23 064,2	23 563,0
Créances douteuses et autres	-	250,0		250,0	250,0
	5 170,8	43 681,4		48 852,2	47 458,4
Effectif total	63	236		299	281
Budget d'investissements					
Immobilisations	29,0	2 537,6		2 566,6	1 456,6
	29,0	2 537,6		2 566,6	1 456,6

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 7

Développement des pêches et de l'aquiculture

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Planification et recherche	5 661,2	-	444,0	6 105,2	5 980,7
2. Contribution à la pêche, l'aquiculture et la transformation	13 050,3	-	90,0	13 140,3	11 829,9
	18 711,5	-	534,0	19 245,5	17 810,6
Crédits à voter				19 245,5	17 810,6

Ce programme vise à orienter le développement des pêches et de l'aquiculture et à fournir aux entreprises une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	4 233,5	1 807,3		6 040,8	6 073,5
Fonctionnement	1 017,7	460,0		1 477,7	1 640,1
Transfert	410,0	10 783,0		11 193,0	9 853,0
	5 661,2	13 050,3		18 711,5	17 566,6
Effectif total	90	36		126	135
Budget d'investissements					
Immobilisations	444,0	90,0		534,0	244,0
	444,0	90,0		534,0	244,0

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Formation, recherche et développement technologique		
Associations et organismes agricoles	2 333,6	1 384,2
Formation d'exploitants agricoles	897,0	897,0
Recherche universitaire	2 984,7	4 064,7
Autres crédits de transfert	275,0	275,0
Total du programme 1	6 490,3	6 620,9
Programme 2 - Financement agricole		
Contributions à l'intérêt	19 052,2	19 766,1
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	3 652,5	12 500,0
Subventions de capital	10 030,0	9 000,0
Total du programme 2	32 734,7	41 266,1
Programme 3 - Aide aux entreprises agroalimentaires		
Associations et organismes agricoles	2 877,0	2 847,0
Diverses productions agricoles	10 699,5	14 274,5
Programme d'aide à l'investissement en agroenvironnement	34 252,5	35 900,0
Programme d'analyse des troupeaux laitiers	1 500,0	1 500,0
Secteur bioalimentaire : gestion des entreprises et développement de nouveaux produits	6 063,6	7 063,6
Services vétérinaires	12 650,0	11 225,0
Taxes municipales et scolaires : remboursement partiel	69 600,0	49 762,0
Autres crédits de transfert	1 984,1	1 009,1
Total du programme 3	139 626,7	123 581,2
Programme 4 - Assurances agricoles		
Assurance-récolte	23 550,0	23 000,0
Assurance-stabilisation des revenus agricoles	307 786,6	130 709,3
Programmes nationaux tripartites	950,0	950,0
Total du programme 4	332 286,6	154 659,3
Programme 5 - Appui réglementaire		
Inspection des aliments	4 433,8	4 433,8
Programme 7 - Développement des pêches et de l'aquiculture		
Associations et organismes du secteur des pêches	765,0	595,0
Pêches maritimes : aide financière à la flotte de pêche	2 354,7	2 354,7
Pêches maritimes : consolidation et développement des entreprises	6 508,4	5 238,4
Autres crédits de transfert	1 564,9	1 664,9
Total du programme 7	11 193,0	9 853,0
Total du portefeuille	526 765,1	340 414,3

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	512 474,0	326 192,6
Institutions d'enseignement	3 881,7	4 961,7
Municipalités	4 433,8	4 433,8
Organismes à but non lucratif	5 975,6	4 826,2
Total du portefeuille	526 765,1	340 414,3

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Capital	45 586,1	46 203,6
Support	481 179,0	294 210,7
Total du portefeuille	526 765,1	340 414,3

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Conseil du trésor	60 417,9	1 533,9	11,0	58 895,0
2. Fonctions gouvernementales	106 653,1	-	-	106 653,1
3. Commission de la fonction publique	2 092,9	13,5	13,5	2 092,9
4. Régimes de retraite et d'assurances	218 746,8	-	-	218 746,8
5. Fonds de suppléance	231 774,6	-	300 000,0	531 774,6
	619 685,3	1 547,4	300 024,5	918 162,4
Moins : Crédits permanents				214 438,7
Crédits à voter				703 723,7

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	302 524,3	277 911,7
Fonctionnement	249 115,0	120 049,4
Affectation à un fonds spécial	26 769,7	18 616,0
Transfert	41 276,3	37 470,3
Total	619 685,3	454 047,4
Effectif des programmes	777	781
Effectif des fonds spéciaux	931	931
Effectif total	1 708	1 712
Budget d'investissements		
Immobilisations	13,5	13,5
Prêts, Placements et Avances	300 011,0	398 349,5
Total	300 024,5	398 363,0

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 1 Conseil du trésor

Élément	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Conseil du trésor	60 417,9	1 533,9	11,0	58 895,0	59 894,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				19,2	19,2
Crédits à voter				58 875,8	59 875,1

Ce programme regroupe les crédits visant à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire concernant l'acquisition des biens et services, à assurer la mise en oeuvre de l'autoroute de l'information, à déterminer l'allocation des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. On y retrouve également les crédits visant à fournir divers services aux ministères et organismes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	41 962,6		41 962,6	41 254,9
Fonctionnement	16 450,6		16 450,6	18 447,3
Affectation à un fonds spécial	1 809,7		1 809,7	1 520,0
Transfert	195,0		195,0	195,0
	60 417,9		60 417,9	61 417,2
Effectif total	661		661	656
Budget d'investissements				
Prêts, Placements et Avances	11,0		11,0	11,0
	11,0		11,0	11,0

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 2 Fonctions gouvernementales

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Soutien au développement de l'employabilité	15 260,7	-	-	15 260,7
2. Coordination et soutien à la gestion des ressources	3 194,8	-	-	3 194,8
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés à l'autoroute de l'information*	16 100,0	-	-	16 100,0
4. Contributions du gouvernement à titre d'employeur	47 137,6	-	-	47 137,6
5. Fonds relatif à la tempête de verglas	12 350,0	-	-	12 350,0

Suite à la page 5 - 4

Ce programme regroupe les crédits reliés aux fonctions centrales se rapportant au développement de l'employabilité, de même qu'à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et aux pluies diluviennes de juillet 1996. On y retrouve également la provision de crédits permettant d'augmenter tout crédit d'un ministère ou organisme pour appuyer la réalisation de projets visant la mise en oeuvre de l'autoroute de l'information.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	Sous- total
			(000 \$)			
Rémunération	15 259,7	2 474,4	-	47 137,6	-	64 871,7
Fonctionnement	1,0	720,4	-	-	-	721,4
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	-	12 350,0	12 350,0
Transfert	-	-	16 100,0	-	-	16 100,0
	15 260,7	3 194,8	16 100,0	47 137,6	12 350,0	94 043,1
Effectif total	48	39	-	-	-	87

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 2 (suite)

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
6. Fonds d'assistance financière aux régions sinistrées	12 610,0	-	-	7 300,0
	106 653,1	-	-	96 469,6
Crédits à voter			106 653,1	96 469,6

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	6	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	64 871,7	-		64 871,7	63 548,7
Fonctionnement	721,4	-		721,4	2 866,6
Affectation à un fonds spécial	12 350,0	12 610,0		24 960,0	17 096,0
Transfert	16 100,0	-		16 100,0	12 958,3
	94 043,1	12 610,0		106 653,1	96 469,6
Effectif total	87	-		87	92

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 3

Commission de la fonction publique

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Commission de la fonction publique	2 092,9	13,5	13,5	2 092,9
Crédits à voter				2 092,9

Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à vérifier le caractère impartial et équitable des décisions affectant les fonctionnaires de même que l'observation de la loi et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion. Il vise également à donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emploi des dispositions de la Loi sur la fonction publique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	1 824,5		1 824,5	1 987,6
Fonctionnement	268,4		268,4	300,9
	2 092,9		2 092,9	2 288,5
Effectif total	29		29	33
Budget d'investissements				
Immobilisations	13,5		13,5	13,5
	13,5		13,5	13,5

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 4

Régimes de retraite et d'assurances

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Régime de retraite des fonctionnaires	37 078,6	-	-	37 078,6	40 417,5
2. Régime de retraite de certains enseignants	21 723,0	-	-	21 723,0	21 101,0
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	123 016,9	-	-	123 016,9	99 406,0
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 339,3	-	-	4 339,3	4 297,0
5. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	2 837,0	-	-	2 837,0	2 756,0
6. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	5 732,0	-	-	5 732,0	5 603,0
Suite à la page 5 - 7					

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	6	Sous- total
			(000 \$)				
Rémunération	37 078,6	-	123 016,9	1 081,0	2 837,0	5 732,0	169 745,5
Transfert	-	21 723,0	-	3 258,3	-	-	24 981,3
	37 078,6	21 723,0	123 016,9	4 339,3	2 837,0	5 732,0	194 726,8

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 4 (suite)

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
7. Régime de retraite des juges	5 936,0	-	-	5 936,0	5 766,0
8. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	18 084,0	-	-	18 084,0	16 091,0
	218 746,8	-	-	218 746,8	195 437,5
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12)					
Élément 1				37 078,6	40 417,5
Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1)					
Élément 2				21 723,0	21 101,0
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10)					
Élément 3				123 016,9	99 406,0
Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q. 1970, c. 6)					
Élément 4				12,0	12,0
Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1)					
Élément 5				2 837,0	2 756,0
Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2)					
Élément 6				5 732,0	5 603,0
Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)					
Élément 7				5 936,0	5 766,0
Loi de police, (L.R.Q., c. P-13)					
Élément 8				18 084,0	16 091,0
Crédits à voter				4 327,3	4 285,0

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments 8	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	169 745,5	5 936,0	18 084,0	193 765,5	171 120,5
Transfert	24 981,3	-	-	24 981,3	24 317,0
	194 726,8	5 936,0	18 084,0	218 746,8	195 437,5

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 5 Fonds de suppléance

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté*	231 674,6	-	-	231 674,6
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération*	100,0	-	-	100,0
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'année financière 2000-2001*	-	-	300 000,0	300 000,0
	231 774,6	-	300 000,0	531 774,6
Crédits à voter				531 774,6

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités à l'intérieur des ministères et organismes.

* Tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins, le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	-	100,0	-	100,0	-
Fonctionnement	231 674,6	-	-	231 674,6	98 434,6
	231 674,6	100,0	-	231 774,6	98 434,6
Budget d'investissements					
Prêts, Placements et Avances	-	-	300 000,0	300 000,0	398 338,5
	-	-	300 000,0	300 000,0	398 338,5

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Conseil du trésor		
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	1 809,7	1 520,0
Fonds des services gouvernementaux	-	-
Total du programme 1	1 809,7	1 520,0
Programme 2 - Fonctions gouvernementales		
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	12 610,0	7 300,0
Fonds de gestion des départs assistés	-	-
Fonds relatif à la tempête de verglas	12 350,0	9 796,0
Total du programme 2	24 960,0	17 096,0
Total	26 769,7	18 616,0
Effectif total	931	931

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Fonctionnement	19 720,0	13 456,0
Capital	1 524,7	1 235,0
Intérêt	225,0	225,0
Support	5 300,0	3 700,0
Total	26 769,7	18 616,0

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Conseil du trésor		
Autres crédits de transfert	195,0	195,0
Programme 2 - Fonctions gouvernementales		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés à l'autoroute de l'information	16 100,0	12 958,3
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances		
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 258,3	3 216,0
Régime de retraite de certains enseignants	21 723,0	21 101,0
Total du programme 4	24 981,3	24 317,0
Total du portefeuille	41 276,3	37 470,3

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises et organismes d'État	16 100,0	12 958,3
Établissements de santé et de services sociaux	1 391,3	1 349,0
Institutions d'enseignement	23 590,0	22 968,0
Organismes à but non lucratif	195,0	195,0
Total du portefeuille	41 276,3	37 470,3

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	24 981,3	24 317,0
Support	16 295,0	13 153,3
Total du portefeuille	41 276,3	37 470,3

Conseil exécutif

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Bureau du lieutenant-gouverneur	929,4	-	-	929,4
2. Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	27 233,0	504,6	180,0	26 908,4
3. Affaires intergouvernementales canadiennes	9 795,9	110,8	150,2	9 835,3
4. Affaires autochtones	13 217,9	43,2	16,8	13 191,5
5. Jeunesse	8 667,2	13,9	25,1	8 678,4
	59 843,4	672,5	372,1	59 543,0
Moins : Crédits permanents				1 085,9
Crédits à voter				58 457,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	25 999,4	26 654,6
Fonctionnement	20 183,1	20 843,7
Transfert	13 660,9	132 576,4
Total	59 843,4	180 074,7
Effectif des programmes	383	393
Effectif total	383	393
Budget d'investissements		
Immobilisations	265,6	265,6
Prêts, Placements et Avances	106,5	106,5
Total	372,1	372,1

Conseil exécutif

Programme 1 Bureau du lieutenant-gouverneur

Élément	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Bureau du lieutenant-gouverneur	929,4	-	-	929,4	920,3
Crédits à voter				929,4	920,3

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	373,4		373,4	364,3
Fonctionnement	556,0		556,0	552,0
Transfert	-		-	4,0
	929,4		929,4	920,3

Conseil exécutif

Programme 2

Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Cabinet du Premier ministre	4 141,6	-	-	4 141,6	4 172,1
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 267,3	-	-	11 267,3	10 417,3
3. Gestion interne et soutien administratif	10 757,4	504,6	180,0	10 432,8	10 477,7
4. Indemnités de l'exécutif	1 066,7	-	-	1 066,7	1 066,7
	27 233,0	504,6	180,0	26 908,4	26 133,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Élément 4				1 066,7	1 066,7
Crédits à voter				25 832,1	25 057,5

Ce programme vise à fournir au Premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments		2000-2001	1999-2000
			3	4		
	(000 \$)					
Rémunération	3 135,7	6 415,4	4 952,5	1 066,7	15 570,3	15 798,6
Fonctionnement	561,4	4 001,9	5 804,9	-	10 368,2	9 865,3
Transfert	444,5	850,0	-	-	1 294,5	794,5
	4 141,6	11 267,3	10 757,4	1 066,7	27 233,0	26 458,4
Effectif total	-	114	80	-	194	200
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	173,5	-	173,5	173,5
Prêts, Placements et Avances	-	-	6,5	-	6,5	6,5
	-	-	180,0	-	180,0	180,0

Conseil exécutif

Programme 3 Affaires intergouvernementales canadiennes

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	813,1	10,2	3,0	805,9	814,3
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	5 327,9	100,6	147,2	5 374,5	6 063,9
3. Représentation du Québec au Canada	2 086,0	-	-	2 086,0	2 691,1
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	1 568,9	-	-	1 568,9	2 070,4
	9 795,9	110,8	150,2	9 835,3	11 639,7
Moins : Crédits permanents Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				9 825,7	11 630,1

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments		2000-2001	1999-2000
			3	4		
			(000 \$)			
Rémunération	411,6	4 068,0	1 078,2	-	5 557,8	5 918,6
Fonctionnement	328,8	1 259,9	1 007,8	155,0	2 751,5	3 819,1
Transfert	72,7	-	-	1 413,9	1 486,6	1 862,6
	813,1	5 327,9	2 086,0	1 568,9	9 795,9	11 600,3
Effectif total	-	71	25	-	96	100
Budget d'investissements						
Immobilisations	3,0	47,2	-	-	50,2	50,2
Prêts, Placements et Avances	-	100,0	-	-	100,0	100,0
	3,0	147,2	-	-	150,2	150,2

Conseil exécutif

Programme 4 Affaires autochtones

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Secrétariat aux affaires autochtones	13 217,9	43,2	16,8	13 216,7
Crédits à voter				13 191,5

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	2 454,2		2 454,2	2 579,4
Fonctionnement	1 718,0		1 718,0	2 618,0
Transfert	9 045,7		9 045,7	8 045,7
	13 217,9		13 217,9	13 243,1
Effectif total	45		45	45
Budget d'investissements				
Immobilisations	16,8		16,8	16,8
	16,8		16,8	16,8

Conseil exécutif

Programme 5 Jeunesse

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Sommet du Québec et de la jeunesse	6 677,2	-	-	6 677,2	125 888,0
2. Secrétariat à la jeunesse	1 288,7	13,9	9,1	1 283,9	1 271,0
3. Conseil permanent de la jeunesse	701,3	-	16,0	717,3	704,8
	8 667,2	13,9	25,1	8 678,4	127 863,8
Crédits à voter				8 678,4	127 863,8

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et des initiatives en matière de jeunesse et à exercer le suivi des engagements pris lors du Sommet du Québec et de la jeunesse ainsi que ceux pris en matière d'économie sociale lors du Sommet sur l'économie et l'emploi.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	1 007,6	525,9	510,2	2 043,7	1 993,7
Fonctionnement	4 305,1	293,2	191,1	4 789,4	3 989,3
Transfert	1 364,5	469,6	-	1 834,1	121 869,6
	6 677,2	1 288,7	701,3	8 667,2	127 852,6
Effectif total	26	12	10	48	48
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	9,1	16,0	25,1	25,1
	-	9,1	16,0	25,1	25,1

Conseil exécutif

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Bureau du lieutenant-gouverneur		
Autres crédits de transfert	-	4,0
Programme 2 - Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif		
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	150,0	150,0
Autres crédits de transfert	1 144,5	644,5
Total du programme 2	1 294,5	794,5
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes		
Activités de coopération intergouvernementale	314,3	590,3
Organismes francophones hors-Québec	1 099,6	1 199,6
Autres crédits de transfert	72,7	72,7
Total du programme 3	1 486,6	1 862,6
Programme 4 - Affaires autochtones		
Fonds de développement pour les Autochtones	8 000,0	7 000,0
Organismes autochtones	1 045,7	1 045,7
Total du programme 4	9 045,7	8 045,7
Programme 5 - Jeunesse		
Fonds Jeunesse	-	120 000,0
Autres crédits de transfert	1 834,1	1 869,6
Total du programme 5	1 834,1	121 869,6
Total du portefeuille	13 660,9	132 576,4

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises et organismes d'État	949,3	545,3
Institutions d'enseignement	215,0	395,0
Organismes à but non lucratif	12 496,6	131 636,1
Total du portefeuille	13 660,9	132 576,4

Conseil exécutif

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	13 660,9	132 576,4
Total du portefeuille	13 660,9	132 576,4

Culture et Communications

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Gestion interne et institutions nationales	66 414,4	1 020,3	719,3	66 113,4	63 438,9
2. Soutien à la culture et aux communications	120 965,3	-	-	120 965,3	137 547,2
3. Organismes et sociétés d'État	245 395,2	116,3	140,0	245 418,9	258 003,2
	432 774,9	1 136,6	859,3	432 497,6	458 989,3
Moins : Crédits permanents				4 464,4	2 770,3
Crédits à voter				428 033,2	456 219,0

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	44 723,5	43 276,9
Fonctionnement	25 564,4	24 583,6
Transfert	361 690,5	390 809,6
Créances douteuses et autres	796,5	796,5
Total	432 774,9	459 466,6
Effectif des programmes	754	754
Effectif total	754	754
Budget d'investissements		
Immobilisations	859,3	659,3
Total	859,3	659,3

Culture et Communications

Programme 1

Gestion interne et institutions nationales

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Gestion interne et soutien	36 487,8	1 020,3	338,6	35 806,1	35 422,4
2. Archives nationales du Québec	11 840,0	-	255,4	12 095,4	9 618,0
3. Centre de conservation du Québec	1 911,8	-	35,8	1 947,6	1 972,6
4. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	16 174,8	-	89,5	16 264,3	16 425,9
	66 414,4	1 020,3	719,3	66 113,4	63 438,9
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				66 103,8	63 429,3

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise enfin à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4		
			(000 \$)			
Rémunération	25 194,4	5 202,1	1 007,3	10 480,7	41 884,5	40 445,4
Fonctionnement	11 293,4	6 637,9	904,5	5 694,1	24 529,9	23 494,5
	36 487,8	11 840,0	1 911,8	16 174,8	66 414,4	63 939,9
Effectif total	370	108	27	194	699	699
Budget d'investissements						
Immobilisations	338,6	255,4	35,8	89,5	719,3	519,3
	338,6	255,4	35,8	89,5	719,3	519,3

Soutien à la culture et aux communications

Ce programme vise à assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière directe ou en apportant une expertise-conseil auprès des divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises.

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Transfert	120 965,3		120 965,3	137 547,2
	120 965,3		120 965,3	137 547,2

Culture et Communications

Programme 3 Organismes et sociétés d'État

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Commission des biens culturels du Québec	413,9	-	-	413,9	440,2
2. Bibliothèque nationale du Québec	10 603,4	-	-	10 603,4	10 687,5
3. Régie du cinéma	3 459,6	116,3	140,0	3 483,3	3 504,1
4. Musées nationaux	60 362,2	-	-	60 362,2	62 107,3
5. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	24 770,7	-	-	24 770,7	22 978,5
6. Société de développement des entreprises culturelles	39 267,1	-	-	39 267,1	38 600,7

Suite à la page 7 - 5

Ce programme vise à soutenir les organismes et les sociétés d'État dont le mandat respectif est de fournir des expertises et de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois; d'assurer les activités de surveillance et de sensibilisation prévues dans la Loi sur le cinéma; de promouvoir et de conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société, ainsi que d'assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; de mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; de favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; d'assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et d'encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; d'offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et d'en favoriser le rayonnement; d'offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	6	Sous- total
			(000 \$)				
Rémunération	244,9	-	2 594,1	-	-	-	2 839,0
Fonctionnement	169,0	-	865,5	-	-	-	1 034,5
Transfert	-	10 603,4	-	60 362,2	24 770,7	38 470,6	134 206,9
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	-	796,5	796,5
	413,9	10 603,4	3 459,6	60 362,2	24 770,7	39 267,1	138 876,9
Effectif total	4	-	51	-	-	-	55
Budget d'investissements							
Immobilisations	-	-	140,0	-	-	-	140,0
	-	-	140,0	-	-	-	140,0

Culture et Communications

Programme 3 (suite)

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
7. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	374,1	-	-	374,1	377,3
8. Société de télédiffusion du Québec	52 430,6	-	-	52 430,6	58 828,2
9. Conseil des arts et des lettres du Québec	48 934,5	-	-	48 934,5	58 435,0
10. Grande bibliothèque du Québec	4 779,1	-	-	4 779,1	2 044,4
	245 395,2	116,3	140,0	245 418,9	258 003,2
Moins : Crédits permanents					
Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03)					
Élément 5				4 454,8	2 760,7
Crédits à voter				240 964,1	255 242,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments 8	9	10	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)				
Rémunération	2 839,0	-	-	-	-	2 839,0	2 831,5
Fonctionnement	1 034,5	-	-	-	-	1 034,5	1 089,1
Transfert	134 206,9	374,1	52 430,6	48 934,5	4 779,1	240 725,2	253 262,4
Créances douteuses et autres	796,5	-	-	-	-	796,5	796,5
	138 876,9	374,1	52 430,6	48 934,5	4 779,1	245 395,2	257 979,5
Effectif total	55	-	-	-	-	55	55
Budget d'investissements							
Immobilisations	140,0	-	-	-	-	140,0	140,0
	140,0	-	-	-	-	140,0	140,0

Culture et Communications

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 2 - Soutien à la culture et aux communications		
Aide aux institutions muséales	14 921,7	20 761,9
Cinéma - chanson	1 495,0	1 495,0
Communications et inforoutes	2 777,7	2 777,7
Concertation régionale et locale	3 250,1	3 170,2
Coopération et développement international	2 915,2	12 165,2
Culture scientifique et technique / Loisir culturel et scientifique	3 196,7	3 196,7
Diffusion des arts	4 988,5	4 963,5
Événements majeurs et intervenants nationaux	1 701,7	1 700,2
Formation professionnelle et développement de la main-d'oeuvre	4 729,0	4 729,0
Lecture et livre	25 973,5	25 006,0
Sensibilisation et formation des jeunes	3 190,5	3 225,0
Soutien à la mise en valeur du patrimoine	11 730,6	9 528,6
Soutien aux arts et aux lettres	-	8 000,0
Soutien aux équipements culturels	37 766,6	34 418,2
Autres crédits de transfert	2 328,5	2 410,0
Total du programme 2	120 965,3	137 547,2
Programme 3 - Organismes et sociétés d'État		
Bibliothèque nationale du Québec	10 603,4	10 687,5
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	374,1	377,3
Conseil des arts et des lettres du Québec	4 371,0	4 399,5
Grande bibliothèque du Québec	4 779,1	2 044,4
Musée d'Art contemporain de Montréal	8 272,9	8 658,7
Musée de la Civilisation	20 571,7	20 922,3
Musée des Beaux-Arts de Montréal	17 295,4	17 847,7
Musée du Québec	14 222,2	14 678,6
Programmes d'aide aux arts et aux lettres administrés par le Conseil des arts et des lettres du Québec	44 563,5	54 035,5
Programmes de soutien aux entreprises culturelles oeuvrant dans le domaine du livre, du disque et du spectacle administrés par la SODEC	11 515,2	11 418,2
Société de développement des entreprises culturelles	5 289,8	4 720,4
Société de la Place des Arts de Montréal	20 089,6	18 540,0
Société de télédiffusion du Québec	52 430,6	58 828,2
Société du Grand Théâtre de Québec	4 681,1	4 438,5
Soutien, promotion du cinéma et production télévisuelle administrés par la SODEC	21 665,6	21 665,6
Total du programme 3	240 725,2	253 262,4
Total du portefeuille	361 690,5	390 809,6

Culture et Communications

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	35 913,8	39 816,8
Entreprises et organismes d'État	145 685,5	148 295,4
Institutions d'enseignement	418,5	418,5
Municipalités	41 066,0	40 140,0
Organismes à but non lucratif	130 738,9	152 271,1
Personnes	7 867,8	9 867,8
Total du portefeuille	361 690,5	390 809,6

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	70 856,3	70 206,6
Fonctionnement	51 853,3	58 957,0
Capital	42 286,3	37 108,5
Intérêt	46 359,8	42 673,0
Support	150 334,8	181 864,5
Total du portefeuille	361 690,5	390 809,6

Éducation

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	
	(000 \$)			Crédits	
1. Administration et consultation	104 564,6	3 494,7	5 881,5	106 951,4	105 969,5
2. Formation en tourisme et hôtellerie	16 815,3	-	-	16 815,3	15 221,2
3. Aide financière aux études	343 547,0	619,3	156 874,1	499 801,8	592 041,9
4. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	6 049 753,2	-	-	6 049 753,2	5 933 031,8
5. Enseignement supérieur	2 944 178,2	-	-	2 944 178,2	2 930 662,8
6. Consolidation et développement des services éducatifs	200 000,0	-	-	200 000,0	-
7. Régimes de retraite	448 634,1	-	-	448 634,1	433 572,1
	10 107 492,4	4 114,0	162 755,6	10 266 134,0	10 010 499,3
Moins : Crédits permanents				531 143,7	504 381,7
Crédits à voter				9 734 990,3	9 506 117,6

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	71 631,9	71 753,5
Fonctionnement	41 213,2	41 026,1
Transfert	9 905 158,3	9 643 959,5
Créances douteuses et autres	89 489,0	102 800,0
Total	10 107 492,4	9 859 539,1
Effectif des programmes	1 389	1 419
Effectif total	1 389	1 419
Budget d'investissements		
Immobilisations	11 575,6	11 035,8
Prêts, Placements et Avances	151 180,0	143 728,0
Total	162 755,6	154 763,8

Éducation

Programme 1 Administration et consultation

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Direction	7 726,9	91,7	77,5	7 712,7	7 637,0
2. Services à la gestion	50 334,2	2 718,5	5 232,6	52 848,3	49 556,2
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	27 721,8	485,5	414,7	27 651,0	29 198,8
4. Administration de l'enseignement supérieur	9 076,7	97,5	70,0	9 049,2	9 524,4
5. Administration de la formation professionnelle et technique	5 595,8	59,5	60,0	5 596,3	5 770,7
6. Conseil supérieur de l'éducation	2 178,4	8,5	6,7	2 176,6	2 252,1

Suite à la page 8 - 3

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'Éducation.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	6	Sous- total
			(000 \$)				
Rémunération	5 419,2	20 254,5	21 914,5	8 140,8	4 918,3	1 563,0	62 210,3
Fonctionnement	1 871,8	27 579,7	5 807,3	935,9	677,5	615,4	37 487,6
Transfert	435,9	2 500,0	-	-	-	-	2 935,9
	7 726,9	50 334,2	27 721,8	9 076,7	5 595,8	2 178,4	102 633,8
Effectif total	87	315	475	159	99	32	1 167
Budget d'investissements							
Immobilisations	77,5	5 232,6	414,7	70,0	60,0	6,7	5 861,5
	77,5	5 232,6	414,7	70,0	60,0	6,7	5 861,5

Éducation

Programme 1 (suite)

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1 930,8	33,5	20,0	1 917,3	2 030,3
	104 564,6	3 494,7	5 881,5	106 951,4	105 969,5
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				106 941,8	105 959,9

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	62 210,3	1 431,7		63 642,0	64 190,8
Fonctionnement	37 487,6	499,1		37 986,7	37 802,5
Transfert	2 935,9	-		2 935,9	2 958,8
	102 633,8	1 930,8		104 564,6	104 952,1
Effectif total	1 167	28		1 195	1 225
Budget d'investissements					
Immobilisations	5 861,5	20,0		5 881,5	4 358,1
	5 861,5	20,0		5 881,5	4 358,1

Programme 2
Formation en tourisme et hôtellerie

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 815,3	-	-	15 221,2
Crédits à voter			16 815,3	15 221,2

Le programme vise à offrir des activités de formation professionnelle et technique dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses		Élément	2000-2001	1999-2000
	1			
		(000 \$)		
Transfert	16 815,3		16 815,3	15 221,2
	16 815,3		16 815,3	15 221,2

Éducation

Programme 3 Aide financière aux études

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Bourses consécutives aux prêts	153 955,1	-	-	153 955,1	218 215,0
2. Intérêts et remboursements aux banques	171 643,9	-	151 180,0	322 823,9	345 315,5
3. Autres bourses	6 731,6	-	-	6 731,6	11 510,3
4. Administration de l'aide financière aux études	11 216,4	619,3	5 694,1	16 291,2	17 001,1
	343 547,0	619,3	156 874,1	499 801,8	592 041,9
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 2				82 500,0	70 800,0
Crédits à voter				417 301,8	521 241,9

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études supérieures et à la formation secondaire professionnelle en fournissant un soutien financier aux étudiants qui en ont besoin.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)					
Rémunération	-	-	-	7 989,9	7 989,9	7 562,7
Fonctionnement	-	-	-	3 226,5	3 226,5	3 223,6
Transfert	153 955,1	82 154,9	6 731,6	-	242 841,6	328 512,8
Créances douteuses et autres	-	89 489,0	-	-	89 489,0	102 800,0
	153 955,1	171 643,9	6 731,6	11 216,4	343 547,0	442 099,1
Effectif total	-	-	-	194	194	194
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	-	5 694,1	5 694,1	6 677,7
Prêts, Placements et Avances	-	151 180,0	-	-	151 180,0	143 728,0
	-	151 180,0	-	5 694,1	156 874,1	150 405,7

Éducation

Programme 4

Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Commissions scolaires	4 712 897,3	-	-	4 712 897,3	4 582 936,6
2. Commissions scolaires à statut particulier	147 435,0	-	-	147 435,0	159 299,6
3. Service de la dette des commissions scolaires	497 608,8	-	-	497 608,8	520 730,6
4. Enseignement privé	291 541,8	-	-	291 541,8	277 840,3
5. Soutien à des partenaires en éducation	28 778,8	-	-	28 778,8	29 667,5
Suite à la page 8 - 7					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux institutions privées et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les ressources financières attribuées pour le transport scolaire.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	Sous- total
			(000 \$)			
Transfert	4 712 897,3	147 435,0	497 608,8	291 541,8	28 778,8	5 678 261,7
	4 712 897,3	147 435,0	497 608,8	291 541,8	28 778,8	5 678 261,7

Programme 4 (suite)

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
6. Aide au transport scolaire	371 491,5	-	-	371 491,5
	6 049 753,2	-	-	6 049 753,2
Crédits à voter				6 049 753,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	6	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Transfert	5 678 261,7	371 491,5		6 049 753,2	5 933 031,8
	5 678 261,7	371 491,5		6 049 753,2	5 933 031,8

Programme 5

Enseignement supérieur

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Cégeps	1 094 478,7	-	-	1 094 478,7
2. Universités	1 323 942,3	-	-	1 323 942,3
3. Enseignement privé au collégial	72 944,5	-	-	72 944,5
4. Service de la dette des cégeps	188 872,6	-	-	188 872,6
5. Service de la dette des universités	256 613,1	-	-	256 613,1

Suite à la page 8 - 9

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement. De plus, ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche universitaire.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	Sous- total
			(000 \$)			
Transfert	1 094 478,7	1 323 942,3	72 944,5	188 872,6	256 613,1	2 936 851,2
	1 094 478,7	1 323 942,3	72 944,5	188 872,6	256 613,1	2 936 851,2

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
6. Soutien à des partenaires en éducation	7 327,0	-	-	7 327,0
	2 944 178,2	-	-	2 944 178,2
Crédits à voter				2 944 178,2

Budget de dépenses	Sous-total	6	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Transfert	2 936 851,2	7 327,0		2 944 178,2	2 930 662,8
	2 936 851,2	7 327,0		2 944 178,2	2 930 662,8

Éducation

Programme 6

Consolidation et développement des services éducatifs

Élément	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit visant la consolidation et le développement des services éducatifs*	200 000,0	-	-	200 000,0	-
Crédits à voter				200 000,0	-

Ce programme vise à augmenter les ressources des établissements afin de favoriser le développement des services éducatifs.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Transfert	200 000,0		200 000,0	-
	200 000,0		200 000,0	-

Éducation

Programme 7 Régimes de retraite

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Régime de retraite des enseignants	110 438,4	-	-	110 438,4	119 739,5
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	338 195,7	-	-	338 195,7	313 832,6
	<u>448 634,1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	448 634,1	<u>433 572,1</u>
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11)					
Élément 1				110 438,4	119 739,5
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10)					
Élément 2				338 195,7	313 832,6
Crédits à voter				-	-

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants et au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics applicable au personnel des réseaux.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2000-2001	1999-2000
	1	2		
			(000 \$)	
Transfert	110 438,4	338 195,7	448 634,1	433 572,1
	<u>110 438,4</u>	<u>338 195,7</u>	448 634,1	<u>433 572,1</u>

Éducation

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Administration et consultation		
Autres crédits de transfert	2 935,9	2 958,8
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 815,3	15 221,2
Programme 3 - Aide financière aux études		
Autres bourses	6 731,6	11 510,3
Bourses consécutives aux prêts	153 955,1	218 215,0
Intérêts et remboursements aux banques	82 154,9	98 787,5
Total du programme 3	242 841,6	328 512,8
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		
Comités patronaux de négociation	1 996,1	2 179,8
Éducation populaire	15 877,7	15 566,4
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	4 858 275,6	4 722 179,5
Enseignement privé	291 541,8	277 840,3
Investissements des commissions scolaires à statut particulier	2 056,7	20 056,7
Service de la dette des commissions scolaires	497 608,8	520 730,6
Transport scolaire	371 491,5	362 557,2
Autres crédits de transfert	10 905,0	11 921,3
Total du programme 4	6 049 753,2	5 933 031,8
Programme 5 - Enseignement supérieur		
Cégeps	1 094 478,7	1 048 599,9
Comités patronaux de négociation	1 900,0	2 900,0
Enseignement privé au collégial	72 944,5	68 488,4
Service de la dette des cégeps	188 872,6	175 795,6
Service de la dette des universités	256 613,1	247 500,0
Universités	1 323 942,3	1 382 978,9
Autres crédits de transfert	5 427,0	4 400,0
Total du programme 5	2 944 178,2	2 930 662,8
Programme 6 - Consolidation et développement des services éducatifs		
Réseaux d'enseignement	200 000,0	-
Programme 7 - Régimes de retraite		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	338 195,7	313 832,6
Régime de retraite des enseignants	110 438,4	119 739,5
Total du programme 7	448 634,1	433 572,1
Total du portefeuille	9 905 158,3	9 643 959,5

Éducation

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises et organismes d'État	15 015,3	15 221,2
Institutions d'enseignement	9 619 164,7	9 272 220,5
Organismes à but non lucratif	25 636,7	25 505,0
Personnes	245 341,6	331 012,8
Total du portefeuille	9 905 158,3	9 643 959,5

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	7 402 929,7	7 079 934,7
Fonctionnement	866 377,0	826 669,3
Capital	331 368,4	349 724,4
Intérêt	651 657,5	656 679,8
Support	652 825,7	730 951,3
Total du portefeuille	9 905 158,3	9 643 959,5

Emploi, Solidarité sociale

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Mesures d'aide à l'emploi	969 549,5	-	-	924 458,1
2. Mesures d'aide financière	2 830 205,5	-	103,0	2 871 514,9
3. Soutien à la gestion	197 632,0	1 641,6	1 173,2	171 903,5
	3 997 387,0	1 641,6	1 276,2	3 967 876,5
Moins : Crédits permanents				34 809,6
Crédits à voter				3 962 212,0

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	180 911,6	175 708,1
Fonctionnement	152 125,4	121 401,7
Affectation à un fonds spécial	984 890,3	929 222,3
Transfert	2 644 659,7	2 707 109,8
Créances douteuses et autres	34 800,0	34 800,0
Total	3 997 387,0	3 968 241,9
Effectif des programmes	3 615	3 616
Effectif des fonds spéciaux	2 768	2 767
Effectif total	6 383	6 383
Budget d'investissements		
Immobilisations	1 176,2	1 176,2
Prêts, Placements et Avances	100,0	100,0
Total	1 276,2	1 276,2

Emploi, Solidarité sociale

Programme 1 Mesures d'aide à l'emploi

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Emploi-Québec	937 966,6	-	-	937 966,6	888 782,5
2. Carrefours Jeunesse-emploi	27 684,3	-	-	27 684,3	27 684,3
3. Politiques d'emploi	2 120,6	-	-	2 120,6	1 991,3
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi*	1 778,0	-	-	1 778,0	6 000,0
	969 549,5	-	-	969 549,5	924 458,1
Crédits à voter				969 549,5	924 458,1

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec, de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et des Carrefours Jeunesse-emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre et la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre. Il vise également le développement des politiques d'emploi.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4		
			(000 \$)			
Rémunération	-	-	1 898,3	-	1 898,3	1 877,3
Fonctionnement	-	-	222,3	-	222,3	114,0
Affectation à un fonds spécial	937 966,6	-	-	-	937 966,6	888 782,5
Transfert	-	27 684,3	-	1 778,0	29 462,3	33 684,3
	937 966,6	27 684,3	2 120,6	1 778,0	969 549,5	924 458,1
Effectif total	-	-	37	-	37	37

Emploi, Solidarité sociale

Programme 2 Mesures d'aide financière

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu	183 833,6	-	-	183 833,6	165 038,8
2. Politiques de sécurité du revenu	5 138,3	-	3,0	5 141,3	5 128,0
3. Assistance-emploi	2 536 137,6	-	100,0	2 536 237,6	2 582 681,0
4. Gestion du dénuement	29 000,0	-	-	29 000,0	35 000,0
5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	41 783,8	-	-	41 783,8	49 935,9
6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	17 412,2	-	-	17 412,2	16 831,2

Suite à la page 9 - 4

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyens et citoyennes qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et de celui de la ville de Montréal. Il veut permettre à tout ménage d'être en mesure de satisfaire ses besoins en versant aux ménages particulièrement démunis une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. De plus, le programme APPORT verse aux personnes à faibles revenus ayant des enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail, afin d'inciter financièrement les parents qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi ou d'aide sociale à entrer sur le marché du travail. Le programme accorde à l'Office de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également le développement des politiques de sécurité du revenu.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	6	Sous- total
			(000 \$)				
Rémunération	115 826,3	3 933,5	-	-	-	-	119 759,8
Fonctionnement	68 007,3	571,0	-	-	-	-	68 578,3
Affectation à un fonds spécial	-	633,8	-	-	-	-	633,8
Transfert	-	-	2 501 337,6	29 000,0	41 783,8	17 412,2	2 589 533,6
Créances douteuses et autres	-	-	34 800,0	-	-	-	34 800,0
	183 833,6	5 138,3	2 536 137,6	29 000,0	41 783,8	17 412,2	2 813 305,5
Effectif total	2 645	67	-	-	-	-	2 712
Budget d'investissements							
Immobilisations	-	3,0	-	-	-	-	3,0
Prêts, Placements et Avances	-	-	100,0	-	-	-	100,0
	-	3,0	100,0	-	-	-	103,0

Emploi, Solidarité sociale

Programme 2 (suite)

Éléments	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
7. Allocations de maternité	7 300,0	-	-	7 300,0	7 300,0
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi*	9 600,0	-	-	9 600,0	9 600,0
	2 830 205,5	-	103,0	2 830 308,5	2 871 514,9
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 3				34 800,0	34 800,0
Crédits à voter				2 795 508,5	2 836 714,9

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments 8	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	119 759,8	-	-	119 759,8	120 074,8
Fonctionnement	68 578,3	-	-	68 578,3	49 167,9
Affectation à un fonds spécial	633,8	-	-	633,8	921,1
Transfert	2 589 533,6	7 300,0	9 600,0	2 606 433,6	2 666 448,1
Créances douteuses et autres	34 800,0	-	-	34 800,0	34 800,0
	2 813 305,5	7 300,0	9 600,0	2 830 205,5	2 871 411,9
Effectif total	2 712	-	-	2 712	2 734
Budget d'investissements					
Immobilisations	3,0	-	-	3,0	3,0
Prêts, Placements et Avances	100,0	-	-	100,0	100,0
	103,0	-	-	103,0	103,0

Emploi, Solidarité sociale

Programme 3 Soutien à la gestion

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Direction	28 317,1	-	11,9	28 329,0	25 251,5
2. Soutien à la gestion	162 670,4	1 641,6	1 161,3	162 190,1	140 156,6
3. Centre de recouvrement	6 644,5	-	-	6 644,5	6 495,4
	197 632,0	1 641,6	1 173,2	197 163,6	171 903,5
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				197 154,0	171 893,9

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	15 610,5	37 528,7	6 114,3	59 253,5	53 756,0
Fonctionnement	3 942,8	78 851,8	530,2	83 324,8	72 119,8
Affectation à un fonds spécial	-	46 289,9	-	46 289,9	39 518,7
Transfert	8 763,8	-	-	8 763,8	6 977,4
	28 317,1	162 670,4	6 644,5	197 632,0	172 371,9
Effectif total	337	441	88	866	845
Budget d'investissements					
Immobilisations	11,9	1 161,3	-	1 173,2	1 173,2
	11,9	1 161,3	-	1 173,2	1 173,2

Emploi, Solidarité sociale

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi		
Fonds de développement du marché du travail	937 966,6	888 782,5
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	-	-
Total du programme 1	937 966,6	888 782,5
Programme 2 - Mesures d'aide financière		
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	633,8	621,1
Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale	-	300,0
Total du programme 2	633,8	921,1
Programme 3 - Soutien à la gestion		
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale	46 289,9	39 518,7
Total du programme 3	46 289,9	39 518,7
Total	984 890,3	929 222,3
Effectif total	2 768	2 767

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	142 341,5	138 456,5
Fonctionnement	20 029,4	15 777,6
Capital	41 919,1	34 135,7
Intérêt	4 200,8	5 553,0
Support	776 399,5	735 299,5
Total	984 890,3	929 222,3

Emploi, Solidarité sociale

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi		
Carrefours Jeunesse-emploi	27 684,3	27 684,3
Projets favorisant l'employabilité et l'emploi	-	3 411,9
Autres crédits de transfert	1 778,0	2 588,1
Total du programme 1	29 462,3	33 684,3
Programme 2 - Mesures d'aide financière		
Aide aux parents pour leurs revenus de travail	41 783,8	49 935,9
Allocations de maternité	7 300,0	7 300,0
Gestion du dénuement	29 000,0	35 000,0
Insertion sociale et économique et protection sociale	2 510 937,6	2 557 381,0
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	17 412,2	16 831,2
Total du programme 2	2 606 433,6	2 666 448,1
Programme 3 - Soutien à la gestion		
Tribunal administratif du Québec	8 313,8	6 587,4
Autres crédits de transfert	450,0	390,0
Total du programme 3	8 763,8	6 977,4
Total du portefeuille	2 644 659,7	2 707 109,8

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	5 950,0	7 465,1
Entreprises et organismes d'État	9 352,1	7 601,7
Institutions d'enseignement	-	1 111,9
Organismes à but non lucratif	33 562,3	35 097,3
Personnes	2 595 795,3	2 655 833,8
Total du portefeuille	2 644 659,7	2 707 109,8

Emploi, Solidarité sociale

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	7 628,9	5 880,4
Fonctionnement	1 636,6	1 634,7
Capital	86,6	86,6
Support	2 635 307,6	2 699 508,1
Total du portefeuille	2 644 659,7	2 707 109,8

Environnement

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Protection de l'environnement	138 678,7	3 790,4	7 455,2	142 343,5	213 140,5
2. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	4 396,0	62,6	20,4	4 353,8	6 808,0
3. Développement de la Capitale nationale	30 653,1	-	-	30 653,1	25 653,1
	173 727,8	3 853,0	7 475,6	177 350,4	245 601,6
Moins : Crédits permanents				34,6	34,6
Crédits à voter				177 315,8	245 567,0

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	87 671,9	87 417,7
Fonctionnement	41 579,4	48 381,5
Transfert	44 451,5	106 017,1
Créances douteuses et autres	25,0	25,0
Total	173 727,8	241 841,3
Effectif des programmes	1 756	1 756
Effectif total	1 756	1 756
Budget d'investissements		
Immobilisations	7 475,6	7 475,6
Total	7 475,6	7 475,6

Environnement

Programme 1 Protection de l'environnement

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Politiques environnementales et développement durable	17 883,4	-	1 674,8	19 558,2	88 734,7
2. Évaluations environnementales et coordination	11 752,9	-	57,5	11 810,4	12 255,2
3. Protection et restauration de l'environnement	57 508,6	-	3 344,3	60 852,9	58 484,7
4. Direction	6 167,4	-	42,3	6 209,7	6 603,3
5. Services à la gestion	45 366,4	3 790,4	2 336,3	43 912,3	47 062,6
	138 678,7	3 790,4	7 455,2	142 343,5	213 140,5
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 4				9,6	9,6
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 5				25,0	25,0
Crédits à voter				142 308,9	213 105,9

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et programmes ayant comme objectif de contrôler et de réduire la pollution.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)						
Rémunération	10 293,8	8 180,2	44 538,2	4 847,7	16 591,2	84 451,1	84 093,9
Fonctionnement	2 030,2	752,9	7 790,2	1 080,7	28 750,2	40 404,2	44 882,5
Transfert	5 559,4	2 819,8	5 180,2	239,0	-	13 798,4	80 364,0
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	25,0	25,0	25,0
	17 883,4	11 752,9	57 508,6	6 167,4	45 366,4	138 678,7	209 365,4
Effectif total	244	175	977	100	194	1 690	1 689
Budget d'investissements							
Immobilisations	1 674,8	57,5	3 344,3	42,3	2 336,3	7 455,2	7 455,2
	1 674,8	57,5	3 344,3	42,3	2 336,3	7 455,2	7 455,2

Environnement

Programme 2 Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	4 396,0	62,6	20,4	4 353,8
Crédits à voter				4 353,8

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	3 220,8		3 220,8	3 323,8
Fonctionnement	1 175,2		1 175,2	3 499,0
	4 396,0		4 396,0	6 822,8
Effectif total	66		66	67
Budget d'investissements				
Immobilisations	20,4		20,4	20,4
	20,4		20,4	20,4

Environnement

Programme 3

Développement de la Capitale nationale

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Commission de la Capitale nationale du Québec	13 153,1	-	-	13 153,1	13 153,1
2. Soutien au développement de la région de la Capitale nationale	17 500,0	-	-	17 500,0	12 500,0
	<u>30 653,1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>30 653,1</u>	<u>25 653,1</u>
Crédits à voter				30 653,1	25 653,1

Ce programme vise le soutien et la promotion de la région de la Capitale nationale en renforçant le rôle de Québec comme Capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, ainsi qu'en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2000-2001	1999-2000
	1	2		
			(000 \$)	
Transfert	13 153,1	17 500,0	30 653,1	25 653,1
	<u>13 153,1</u>	<u>17 500,0</u>	<u>30 653,1</u>	<u>25 653,1</u>

Environnement

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Protection de l'environnement		
Assainissement de l'air	1 759,4	1 759,4
Fonds d'action québécois pour le développement durable	-	20 000,0
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	4 797,0	2 397,0
Programme de soutien aux entreprises communautaires dans le domaine de la gestion des matières résiduelles	3 000,0	3 000,0
Recyc-Québec (Remboursement de l'emprunt auprès du Fonds de financement)	-	25 000,0
Saint-Laurent Vision 2000	780,0	300,0
Soutien à l'amélioration et à la réfection des infrastructures publiques (Environnement)	-	25 000,0
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	1 995,0	1 345,0
Subventions de recherche et de développement en environnement	500,0	580,0
Autres crédits de transfert	967,0	982,6
Total du programme 1	13 798,4	80 364,0
Programme 3 - Développement de la Capitale nationale		
Commission de la Capitale nationale du Québec	13 153,1	13 153,1
Fonds de développement touristique de la région de Québec	2 000,0	2 000,0
Fonds de diversification de l'économie de la capitale	15 000,0	10 000,0
Autres crédits de transfert	500,0	500,0
Total du programme 3	30 653,1	25 653,1
Total du portefeuille	44 451,5	106 017,1

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises et organismes d'État	9 053,9	34 098,1
Municipalités	11 894,6	9 458,0
Organismes à but non lucratif	23 503,0	62 461,0
Total du portefeuille	44 451,5	106 017,1

Environnement

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Fonctionnement	650,0	650,0
Capital	3 297,0	26 608,9
Intérêt	1 500,0	788,1
Support	39 004,5	77 970,1
Total du portefeuille	44 451,5	106 017,1

Famille et Enfance

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Planification, recherche et administration	34 291,9	1 477,9	1 981,7	32 695,1
2. Services à la famille et à l'enfance	847 292,0	-	-	615 656,7
3. Prestations familiales	665 630,0	-	-	812 570,9
4. Conseil de la famille et de l'enfance	796,4	-	2,0	784,3
	1 548 010,3	1 477,9	1 983,7	1 461 707,0
Moins : Crédits permanents				9,6
Crédits à voter				1 548 506,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	19 878,9	19 394,0
Fonctionnement	13 759,4	11 723,6
Transfert	1 514 372,0	1 428 977,6
Total	1 548 010,3	1 460 095,2
Effectif des programmes	346	346
Effectif total	346	346
Budget d'investissements		
Immobilisations	1 981,7	3 099,9
Prêts, Placements et Avances	2,0	2,0
Total	1 983,7	3 101,9

Famille et Enfance

Programme 1

Planification, recherche et administration

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Direction, planification, recherche et services à la gestion	21 505,4	1 477,9	1 981,7	22 009,2
2. Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance	12 786,5	-	-	12 786,5
	34 291,9	1 477,9	1 981,7	34 795,7
Moins : Crédits permanents				
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)				
Élément 1				9,6
Crédits à voter				34 786,1

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et, d'autre part, l'administration et le développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	8 051,0	11 252,3		19 303,3	18 832,5
Fonctionnement	12 004,4	1 534,2		13 538,6	11 502,8
Transfert	1 450,0	-		1 450,0	750,0
	21 505,4	12 786,5		34 291,9	31 085,3
Effectif total	135	203		338	338
Budget d'investissements					
Immobilisations	1 979,7	-		1 979,7	3 097,9
Prêts, Placements et Avances	2,0	-		2,0	2,0
	1 981,7	-		1 981,7	3 099,9

Famille et Enfance

Programme 2

Services à la famille et à l'enfance

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
				Crédits
			(000 \$)	
1. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	843 592,5	-	-	613 956,7
2. Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires	3 699,5	-	-	1 700,0
	847 292,0	-	-	615 656,7
Crédits à voter				615 656,7

Le programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et d'autre part, à soutenir financièrement les associations et les regroupements de services de garde ainsi que les organismes familiaux et communautaires ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Transfert	843 592,5	3 699,5		847 292,0	615 656,7
	843 592,5	3 699,5		847 292,0	615 656,7

Famille et Enfance

Programme 3 Prestations familiales

Éléments	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Allocation familiale	611 700,0	-	-	611 700,0	762 000,0
2. Allocation pour enfant handicapé	37 300,0	-	-	37 300,0	37 200,0
3. Soutien administratif	16 630,0	-	-	16 630,0	13 370,9
	<u>665 630,0</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>665 630,0</u>	<u>812 570,9</u>
Crédits à voter				665 630,0	812 570,9

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)				
Transfert	611 700,0	37 300,0	16 630,0	665 630,0	812 570,9
	<u>611 700,0</u>	<u>37 300,0</u>	<u>16 630,0</u>	<u>665 630,0</u>	<u>812 570,9</u>

Famille et Enfance

Programme 4 Conseil de la famille et de l'enfance

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Conseil de la famille et de l'enfance	796,4	-	2,0	784,3
Crédits à voter				784,3

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la ministre ou de sa propre initiative.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	575,6		575,6	561,5
Fonctionnement	220,8		220,8	220,8
	796,4		796,4	782,3
Effectif total	8		8	8
Budget d'investissements				
Immobilisations	2,0		2,0	2,0
	2,0		2,0	2,0

Famille et Enfance

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Planification, recherche et administration		
Autres crédits de transfert	1 450,0	750,0
Programme 2 - Services à la famille et à l'enfance		
Exonération et aide financière pour enfant en service de garde	11 000,0	28 200,0
Subvention annuelle des garderies	138 000,0	104 960,5
Subventions à des organismes et associations	2 500,0	1 500,0
Subventions aux partenaires et projets spéciaux	999,5	-
Subventions de développement et d'investissement	25 075,1	25 255,3
Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance	669 517,4	455 540,9
Autres crédits de transfert	200,0	200,0
Total du programme 2	847 292,0	615 656,7
Programme 3 - Prestations familiales		
Allocation familiale	611 700,0	762 000,0
Allocation pour enfant handicapé	37 300,0	37 200,0
Soutien administratif	16 630,0	13 370,9
Total du programme 3	665 630,0	812 570,9
Total du portefeuille	1 514 372,0	1 428 977,6

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	138 250,0	105 210,5
Entreprises et organismes d'État	16 630,0	13 370,9
Organismes à but non lucratif	699 492,0	482 996,2
Personnes	660 000,0	827 400,0
Total du portefeuille	1 514 372,0	1 428 977,6

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Capital	25 075,1	19 535,8
Support	1 489 296,9	1 409 441,8
Total du portefeuille	1 514 372,0	1 428 977,6

Faune et Parcs

Programme	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Société de la faune et des parcs du Québec	102 540,2	6 510,7	3 126,4	99 155,9	84 227,7
Moins : Crédits permanents				75,0	75,0
Crédits à voter				99 080,9	84 152,7

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	53 197,2	51 680,2
Fonctionnement	24 809,9	25 995,0
Transfert	24 458,1	9 813,2
Créances douteuses et autres	75,0	75,0
Total	102 540,2	87 563,4
Effectif du programme	1 052	1 052
Effectif total	1 052	1 052
Budget d'investissements		
Immobilisations	3 126,4	3 126,4
Total	3 126,4	3 126,4

Faune et Parcs

Programme 1

Société de la faune et des parcs du Québec

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Développement et aménagement de la faune	28 878,3	-	1 173,4	30 051,7	31 088,8
2. Planification et développement des parcs	28 492,1	-	518,0	29 010,1	14 929,0
3. Protection de la faune	31 836,5	-	1 435,0	33 271,5	31 135,9
4. Direction	13 333,3	6 510,7	-	6 822,6	7 074,0
	102 540,2	6 510,7	3 126,4	99 155,9	84 227,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 4				75,0	75,0
Crédits à voter				99 080,9	84 152,7

Ce programme vise à assurer la conservation et la mise en valeur des espèces fauniques, des habitats fauniques et des parcs dans une perspective de développement durable et de préservation des écosystèmes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)					
Rémunération	17 633,8	2 257,0	27 090,4	6 216,0	53 197,2	51 680,2
Fonctionnement	5 813,5	8 052,0	4 102,1	6 842,3	24 809,9	25 995,0
Transfert	5 431,0	18 183,1	644,0	200,0	24 458,1	9 813,2
Créances douteuses et autres	-	-	-	75,0	75,0	75,0
	28 878,3	28 492,1	31 836,5	13 333,3	102 540,2	87 563,4
Effectif total	388	55	582	27	1 052	1 052
Budget d'investissements						
Immobilisations	1 173,4	518,0	1 435,0	-	3 126,4	3 126,4
	1 173,4	518,0	1 435,0	-	3 126,4	3 126,4

Faune et Parcs

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Société de la faune et des parcs du Québec		
Programme Action-Faune	644,0	644,0
Saint-Laurent Vision 2000	300,0	300,0
Société des établissements de plein air du Québec	17 800,0	3 200,0
Soutien dans les milieux autochtones	5 052,0	4 994,2
Autres crédits de transfert	662,1	675,0
Total du programme 1	24 458,1	9 813,2
Total du portefeuille	24 458,1	9 813,2

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises et organismes d'État	18 183,1	3 450,0
Municipalités	5 052,0	5 098,2
Organismes à but non lucratif	1 223,0	1 265,0
Total du portefeuille	24 458,1	9 813,2

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Capital	5 700,0	-
Intérêt	140,0	104,0
Support	18 618,1	9 709,2
Total du portefeuille	24 458,1	9 813,2

Finances

Programmes	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Politiques économiques et fiscales	29 820,2	-	77,5	29 897,7	25 129,5
2. Politiques et opérations financières	11 418,1	530,4	9 488,7	20 376,4	9 631,1
3. Contrôleur des finances	16 645,0	691,2	6 017,8	21 971,6	16 145,0
4. Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	6 750 000,0	-	-	6 750 000,0	6 724 000,0
5. Gestion interne et soutien	21 618,0	1 545,7	3 516,4	23 588,7	18 610,0
6. L'inspecteur général des institutions financières	23 073,5	1 425,2	481,2	22 129,5	22 270,1
7. Soutien au développement de l'économie	143 405,6	-	-	143 405,6	94 575,0
8. Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	220 190,0	-	-	220 190,0	190 690,0
9. Provision pour des initiatives concernant les revenus	41 998,4	-	-	41 998,4	44 453,4
	7 258 168,8	4 192,5	19 581,6	7 273 557,9	7 145 504,1
Moins : Crédits permanents				6 759 539,4	6 731 290,4
Crédits à voter				514 018,5	414 213,7

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	57 982,2	55 044,5
Fonctionnement	77 477,0	74 511,8
Service de la dette	6 750 000,0	6 724 000,0
Affectation à un fonds spécial	100,0	100,0
Transfert	328 609,6	264 901,7
Créances douteuses et autres	44 000,0	29 000,0
Total	7 258 168,8	7 147 558,0
Effectif des programmes	1 072	1 072
Effectif des fonds spéciaux	17	17
Effectif total	1 089	1 089
Budget d'investissements		
Immobilisations	19 576,6	560,2
Prêts, Placements et Avances	5,0	5,0
Total	19 581,6	565,2

Finances

Programme 1

Politiques économiques et fiscales

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Politiques fiscales	9 153,0	-	77,5	9 230,5	8 320,4
2. Politiques économiques	4 471,2	-	-	4 471,2	4 125,9
3. Bureau de développement de la nouvelle économie	4 511,7	-	-	4 511,7	1 475,2
4. Institut de la statistique du Québec	11 684,3	-	-	11 684,3	11 208,0
	29 820,2	-	77,5	29 897,7	25 129,5
Crédits à voter				29 897,7	25 129,5

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral. Il a également pour but d'assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise. Il a aussi pour objectif d'administrer les programmes de dégrèvements fiscaux du gouvernement dans le secteur de la nouvelle économie. Enfin, il vise la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4		
			(000 \$)			
Rémunération	7 898,3	3 780,6	-	-	11 678,9	11 038,5
Fonctionnement	1 254,7	690,6	500,0	-	2 445,3	1 371,3
Transfert	-	-	4 011,7	11 684,3	15 696,0	12 719,7
	9 153,0	4 471,2	4 511,7	11 684,3	29 820,2	25 129,5
Effectif total	149	67	-	-	216	211
Budget d'investissements						
Immobilisations	77,5	-	-	-	77,5	-
	77,5	-	-	-	77,5	-

Finances

Programme 2 Politiques et opérations financières

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 282,3	530,4	9 488,7	15 240,6	4 944,2
2. Frais de services bancaires	3 377,8	-	-	3 377,8	3 227,8
3. Sociétés d'État, organisation financière et politiques comptables	1 758,0	-	-	1 758,0	1 459,1
	11 418,1	530,4	9 488,7	20 376,4	9 631,1
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 2				3 377,8	3 227,8
Crédits à voter				16 998,6	6 403,3

Ce programme vise l'élaboration des politiques financières et comptables de même que la réalisation des opérations reliées à l'administration du Fonds consolidé du revenu et à la gestion de la dette du gouvernement. Il vise aussi à conseiller le gouvernement relativement aux orientations et aux participations des sociétés d'état.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	5 535,2	-	1 717,0	7 252,2	6 198,8
Fonctionnement	747,1	3 377,8	41,0	4 165,9	3 432,3
	6 282,3	3 377,8	1 758,0	11 418,1	9 631,1
Effectif total	129	-	29	158	155
Budget d'investissements					
Immobilisations	9 488,7	-	-	9 488,7	-
	9 488,7	-	-	9 488,7	-

Finances

Programme 3 Contrôleur des finances

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Comptabilité gouvernementale et gestion interne	6 138,8	-	1 560,2	7 699,0
2. Systèmes d'information	5 203,8	691,2	4 457,6	8 970,2
3. Contrôle et vérification	5 302,4	-	-	5 302,4
	16 645,0	691,2	6 017,8	21 971,6
Crédits à voter				21 971,6

Ce programme vise à permettre au contrôleur des finances de fournir aux ministères et organismes des services de comptabilité, de développer et d'exploiter le système de comptabilité gouvernementale, de vérifier la régularité et la conformité des opérations financières aux lois, règlements, politiques et directives et de préparer les rapports financiers et les Comptes publics.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	6 066,2	3 165,8	5 058,6	14 290,6	13 790,6
Fonctionnement	72,6	2 038,0	243,8	2 354,4	2 354,4
	6 138,8	5 203,8	5 302,4	16 645,0	16 145,0
Effectif total	119	71	88	278	279
Budget d'investissements					
Immobilisations	1 560,2	4 457,6	-	6 017,8	-
	1 560,2	4 457,6	-	6 017,8	-

Finances

Programme 4

Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite

Éléments	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Service de la dette directe	4 157 000,0	-	-	4 157 000,0	4 112 000,0
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite	2 593 000,0	-	-	2 593 000,0	2 612 000,0
	<u>6 750 000,0</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	6 750 000,0	<u>6 724 000,0</u>
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 1				4 157 000,0	4 112 000,0
Voir *					
Élément 2				2 593 000,0	2 612 000,0
Crédits à voter				-	-

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

* Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi de police, (L.R.Q., c. P-13).

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2000-2001	1999-2000
	1	2		
	(000 \$)			
Service de la dette	4 157 000,0	2 593 000,0	6 750 000,0	6 724 000,0
	<u>4 157 000,0</u>	<u>2 593 000,0</u>	6 750 000,0	<u>6 724 000,0</u>

Finances

Programme 5 Gestion interne et soutien

Élément	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Gestion interne et soutien	21 618,0	1 545,7	3 516,4	23 588,7	18 610,0
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				23 579,1	18 600,4

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles nécessaires à la gestion des programmes du Ministère.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	9 714,0		9 714,0	8 827,7
Fonctionnement	11 834,0		11 834,0	10 822,2
Transfert	70,0		70,0	70,0
	21 618,0		21 618,0	19 719,9
Effectif total	99		99	99
Budget d'investissements				
Immobilisations	3 512,4		3 512,4	80,0
Prêts, Placements et Avances	4,0		4,0	4,0
	3 516,4		3 516,4	84,0

Finances

Programme 6 L'inspecteur général des institutions financières

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. L'inspecteur général des institutions financières	23 073,5	1 425,2	481,2	22 129,5
Crédits à voter				22 129,5

Ce programme vise à surveiller et inspecter les institutions financières et à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises au Québec.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	15 046,5		15 046,5	15 188,9
Fonctionnement	8 027,0		8 027,0	8 025,2
	23 073,5		23 073,5	23 214,1
Effectif total	321		321	328
Budget d'investissements				
Immobilisations	480,2		480,2	480,2
Prêts, Placements et Avances	1,0		1,0	1,0
	481,2		481,2	481,2

Finances

Programme 7

Soutien au développement de l'économie

Éléments	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Investissement-Québec	90 153,6	-	-	90 153,6	82 611,3
2. Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	13 400,0	-	-	13 400,0	5 510,7
3. Frais relatifs au « chèque emploi service »	6 152,0	-	-	6 152,0	4 053,0
4. Aide aux organismes engagés dans le développement de l'économie	5 700,0	-	-	5 700,0	2 400,0
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le soutien au branchement des familles à Internet*	28 000,0	-	-	28 000,0	-
	143 405,6	-	-	143 405,6	94 575,0
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 3				6 152,0	4 053,0
Crédits à voter				137 253,6	90 522,0

Ce programme vise à coordonner l'action gouvernementale en matière de démarchage et d'aide à l'investissement et à soutenir divers organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie. Il vise également à apporter une aide au développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel. De plus, il a pour objectif de fournir le soutien au branchement des familles à Internet.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4	5		
	(000 \$)						
Fonctionnement	-	500,0	6 152,0	-	-	6 652,0	4 053,0
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	100,0	-	100,0	100,0
Transfert	65 153,6	12 900,0	-	5 600,0	28 000,0	111 653,6	90 422,0
Créances douteuses et autres	25 000,0	-	-	-	-	25 000,0	-
	90 153,6	13 400,0	6 152,0	5 700,0	28 000,0	143 405,6	94 575,0

Finances

Programme 8

Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements*	220 190,0	-	-	220 190,0
Crédits à voter				220 190,0
				190 690,0

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier pour appuyer les investissements et la création d'emploi.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Transfert	201 190,0		201 190,0	161 690,0
Créances douteuses et autres	19 000,0		19 000,0	29 000,0
	220 190,0		220 190,0	190 690,0

Finances

Programme 9

Provision pour des initiatives concernant les revenus

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de percevoir les revenus dus au gouvernement *	31 998,4	-	-	31 998,4
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de réaliser des mesures de tarification *	10 000,0	-	-	10 000,0
	41 998,4	-	-	41 998,4
Crédits à voter				41 998,4

Ce programme vise à financer des projets spécifiques ayant pour buts de percevoir les revenus dus au gouvernement ou de mettre en place des mesures de tarification.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Fonctionnement	31 998,4	10 000,0		41 998,4	44 453,4
	31 998,4	10 000,0		41 998,4	44 453,4

Finances

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 2 - Politiques et opérations financières		
Fonds de financement	-	-
Programme 7 - Soutien au développement de l'économie		
Fonds du Centre financier international de Montréal	100,0	100,0
Total	100,0	100,0
Effectif total	17	17

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Fonctionnement	100,0	100,0
Total	100,0	100,0

Finances

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Politiques économiques et fiscales		
Bureau de développement de la nouvelle économie	4 011,7	1 511,7
Institut de la statistique du Québec	11 684,3	11 208,0
Total du programme 1	15 696,0	12 719,7
Programme 5 - Gestion interne et soutien		
Autres crédits de transfert	70,0	70,0
Programme 7 - Soutien au développement de l'économie		
Aide à certains projets industriels d'intérêt économique	43 156,0	58 742,8
Institut de finance mathématique de Montréal	3 100,0	1 100,0
Soutien au branchement des familles à Internet	28 000,0	-
Subvention de fonctionnement - Investissement-Québec	21 997,6	23 868,5
Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	12 900,0	5 510,7
Autres crédits de transfert	2 500,0	1 200,0
Total du programme 7	111 653,6	90 422,0
Programme 8 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi		
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	201 190,0	161 690,0
Total du portefeuille	328 609,6	264 901,7

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	244 346,0	220 432,8
Entreprises et organismes d'État	50 593,6	42 098,9
Organismes à but non lucratif	5 670,0	2 370,0
Personnes	28 000,0	-
Total du portefeuille	328 609,6	264 901,7

Finances

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	26 644,0	27 973,1
Fonctionnement	9 749,6	10 225,8
Capital	158 760,0	123 760,0
Support	133 456,0	102 942,8
Total du portefeuille	328 609,6	264 901,7

Industrie et Commerce

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Soutien technique aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur	73 614,4	1 220,8	1 446,9	73 840,5	72 975,1
2. Soutien financier aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur	77 859,1	-	-	77 859,1	81 743,3
	151 473,5	1 220,8	1 446,9	151 699,6	154 718,4
Moins : Crédits permanents				9,6	9,6
Crédits à voter				151 690,0	154 708,8

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	50 828,3	47 528,2
Fonctionnement	30 786,1	33 223,1
Transfert	69 859,1	73 143,3
Créances douteuses et autres	-	600,0
Total	151 473,5	154 494,6
Effectif des programmes	783	785
Effectif total	783	785
Budget d'investissements		
Immobilisations	1 446,9	1 444,6
Total	1 446,9	1 444,6

Industrie et Commerce

Programme 1

Soutien technique aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Gestion interne	21 644,8	1 220,8	1 446,9	21 870,9
2. Développement des secteurs industriels	8 178,3	-	-	8 178,3
3. Services aux entreprises manufacturières, aux commerces et aux coopératives	16 459,2	-	-	16 459,2
4. Politiques et analyses économiques	4 095,1	-	-	4 095,1
5. Développement du commerce extérieur	13 837,0	-	-	13 837,0

Suite à la page 14 - 3

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien technique aux entreprises et aux organismes, aux fins du développement industriel et commercial et du commerce extérieur. De plus, il vise à favoriser l'emploi d'étudiants dans le secteur public et dans le secteur privé.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	Sous- total
			(000 \$)			
Rémunération	10 289,2	6 814,3	13 721,0	3 660,6	6 943,2	41 428,3
Fonctionnement	11 355,6	1 364,0	2 738,2	434,5	6 893,8	22 786,1
	21 644,8	8 178,3	16 459,2	4 095,1	13 837,0	64 214,4
Effectif total	129	128	314	66	146	783
Budget d'investissements						
Immobilisations	1 446,9	-	-	-	-	1 446,9
	1 446,9	-	-	-	-	1 446,9

Industrie et Commerce

Programme 1 (suite)

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants*	9 400,0	-	-	9 400,0	8 137,6
	73 614,4	1 220,8	1 446,9	73 840,5	72 975,1
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				73 830,9	72 965,5

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	6	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	41 428,3	9 400,0		50 828,3	47 528,2
Fonctionnement	22 786,1	-		22 786,1	25 223,1
	64 214,4	9 400,0		73 614,4	72 751,3
Effectif total	783	-		783	785
Budget d'investissements					
Immobilisations	1 446,9	-		1 446,9	1 444,6
	1 446,9	-		1 446,9	1 444,6

Industrie et Commerce

Programme 2

Soutien financier aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Assistance financière aux entreprises et aux organismes	68 482,1	-	-	68 482,1
2. Soutien pour les services aux PME	8 000,0	-	-	8 000,0
3. Sociétés Innovatech	1 110,6	-	-	1 110,6
4. Sidbec	266,4	-	-	266,4
	77 859,1	-	-	77 859,1
Crédits à voter				77 859,1
				81 743,3

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier aux entreprises et aux organismes, aux fins du développement industriel et commercial et du commerce extérieur. Il vise aussi à fournir le soutien financier du gouvernement à des sociétés et des organismes d'État.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)			
Fonctionnement	-	8 000,0	-	-	8 000,0	8 000,0
Transfert	68 482,1	-	1 110,6	266,4	69 859,1	73 143,3
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	-	600,0
	68 482,1	8 000,0	1 110,6	266,4	77 859,1	81 743,3

Industrie et Commerce

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 2 - Soutien financier aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur		
Aide à la concrétisation de projets industriels	2 522,0	2 522,0
Centre international de formation en télécommunications	1 900,0	2 300,0
Fonds de partenariat	4 008,4	3 608,4
Fonds d'investissement du secteur aérospatial	780,0	600,0
Innovation dans les PME	4 300,0	5 000,0
Organismes de développement économique et régional	8 215,5	3 715,5
Programme d'appui au développement d'une Cité de l'optique pour la région de Québec	1 780,0	1 447,0
Programme de soutien à l'emploi stratégique	13 700,0	16 034,8
Programme de soutien au développement des exportations	13 520,0	13 120,0
Programmes d'amélioration des compétences en science et en technologie	16 706,2	18 105,0
Sociétés Innovatech	1 110,6	2 260,6
Stages Québec-Monde	-	2 100,0
Autres crédits de transfert	1 316,4	2 330,0
Total du programme 2	69 859,1	73 143,3
Total du portefeuille	69 859,1	73 143,3

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	56 648,8	63 249,4
Entreprises et organismes d'État	316,4	50,0
Organismes à but non lucratif	12 893,9	9 843,9
Total du portefeuille	69 859,1	73 143,3

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Fonctionnement	50,0	50,0
Intérêt	266,4	-
Support	69 542,7	73 093,3
Total du portefeuille	69 859,1	73 143,3

Justice et Condition féminine

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Formulation de jugements	57 007,4	-	126,3	57 133,7
2. Administration de la justice	248 710,0	2 709,9	1 413,4	247 413,5
3. Justice administrative	9 872,3	-	20,0	9 892,3
4. Aide aux justiciables	140 751,0	-	-	140 751,0
5. Condition féminine	6 979,0	10,7	6,8	6 975,1
	463 319,7	2 720,6	1 566,5	462 165,6
Moins : Crédits permanents				91 094,0
Crédits à voter				371 071,6

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	184 530,2	179 599,8
Fonctionnement	113 887,9	112 914,4
Transfert	148 744,3	146 363,4
Créances douteuses et autres	16 157,3	16 157,3
Total	463 319,7	455 034,9
Effectif des programmes	3 222	3 228
Effectif des fonds spéciaux	405	409
Effectif total	3 627	3 637
Budget d'investissements		
Immobilisations	1 527,4	1 699,3
Prêts, Placements et Avances	39,1	39,1
Total	1 566,5	1 738,4

Justice et Condition féminine

Programme 1 Formulation de jugements

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Magistrature	36 519,9	-	-	36 519,9	35 973,2
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges	1 079,0	-	-	1 079,0	1 066,5
3. Soutien à la magistrature	19 208,5	-	126,3	19 334,8	18 921,3
4. Comité sur la rémunération des juges	200,0	-	-	200,0	200,0
	57 007,4	-	126,3	57 133,7	56 161,0
Moins : Crédits permanents					
Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)					
Élément 1				35 779,2	35 282,5
Élément 2				1 079,0	1 066,5
Élément 4				200,0	200,0
Crédits à voter				20 075,5	19 612,0

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales et à formuler des recommandations au gouvernement.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4		
			(000 \$)			
Rémunération	34 120,4	118,7	17 849,0	-	52 088,1	51 734,6
Fonctionnement	2 399,5	960,3	1 359,5	200,0	4 919,3	4 300,1
	36 519,9	1 079,0	19 208,5	200,0	57 007,4	56 034,7
Effectif total	278	3	419	-	700	700
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	126,3	-	126,3	126,3
	-	-	126,3	-	126,3	126,3

Justice et Condition féminine

Programme 2 Administration de la justice

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	60 818,3	-	646,8	61 465,1	61 901,6
2. Affaires juridiques et législatives	26 087,2	-	43,9	26 131,1	25 864,4
3. Poursuites publiques	30 311,8	-	46,7	30 358,5	28 462,7
4. Administration	131 492,7	2 709,9	676,0	129 458,8	126 223,3
	248 710,0	2 709,9	1 413,4	247 413,5	242 452,0
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 4				16 157,3	16 157,3
Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)					
Élément 4				3 391,1	3 221,9
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 4				9,6	9,6
Crédits à voter				227 855,5	223 063,2

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et des bureaux de publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4		
	(000 \$)					
Rémunération	42 446,2	24 552,1	28 058,9	32 632,5	127 689,7	123 137,2
Fonctionnement	17 059,1	1 535,1	2 252,9	82 450,0	103 297,1	102 938,1
Transfert	1 313,0	-	-	252,9	1 565,9	1 515,9
Créances douteuses et autres	-	-	-	16 157,3	16 157,3	16 157,3
	60 818,3	26 087,2	30 311,8	131 492,7	248 710,0	243 748,5
Effectif total	1 235	381	476	339	2 431	2 437
Budget d'investissements						
Immobilisations	615,4	43,9	46,7	668,3	1 374,3	1 546,2
Prêts, Placements et Avances	31,4	-	-	7,7	39,1	39,1
	646,8	43,9	46,7	676,0	1 413,4	1 585,3

Justice et Condition féminine

Programme 3 Justice administrative

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 387,4	-	-	9 387,4
2. Conseil de la justice administrative	484,9	-	20,0	504,9
	9 872,3	-	20,0	9 892,3
Crédits à voter				9 892,3
				10 215,5

Ce programme vise à assurer une part du financement du Tribunal administratif du Québec, qui a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (1996, c. 54), de statuer sur les recours formés contre une autorité administrative ou une autorité décentralisée. D'autre part, ce programme comprend le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	-	220,6		220,6	215,3
Fonctionnement	-	264,3		264,3	264,3
Transfert	9 387,4	-		9 387,4	9 715,9
	9 387,4	484,9		9 872,3	10 195,5
Effectif total	-	3		3	3
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	20,0		20,0	20,0
	-	20,0		20,0	20,0

Justice et Condition féminine

Programme 4 Aide aux justiciables

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Commission des services juridiques	105 664,6	-	-	105 664,6	103 009,9
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	608,6	-	-	608,6	608,6
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels	34 477,8	-	-	34 477,8	34 477,8
	140 751,0	-	-	140 751,0	138 096,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6)					
Élément 3				34 477,8	34 477,8
Crédits à voter				106 273,2	103 618,5

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice et à assurer aide, support et compensation financière aux victimes d'actes criminels.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Fonctionnement	-	-	4 000,0	4 000,0	4 004,7
Transfert	105 664,6	608,6	30 477,8	136 751,0	134 091,6
	105 664,6	608,6	34 477,8	140 751,0	138 096,3

Justice et Condition féminine

Programme 5 Condition féminine

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Conseil du statut de la femme	4 126,7	10,7	6,8	4 122,8
2. Secrétariat à la condition féminine	2 852,3	-	-	2 852,3
	6 979,0	10,7	6,8	6 975,1
Crédits à voter				6 975,1

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	3 149,8	1 382,0		4 531,8	4 512,7
Fonctionnement	976,9	430,3		1 407,2	1 407,2
Transfert	-	1 040,0		1 040,0	1 040,0
	4 126,7	2 852,3		6 979,0	6 959,9
Effectif total	64	24		88	88
Budget d'investissements					
Immobilisations	6,8	-		6,8	6,8
	6,8	-		6,8	6,8

Justice et Condition féminine

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 2 - Administration de la justice		
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	-	-
Fonds des registres	-	-
Total	-	-
Effectif total	405	409

Justice et Condition féminine

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 2 - Administration de la justice		
Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	1 313,0	1 263,0
Autres crédits de transfert	252,9	252,9
Total du programme 2	1 565,9	1 515,9
Programme 3 - Justice administrative		
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 387,4	9 715,9
Programme 4 - Aide aux justiciables		
Aide juridique	40 500,0	40 500,0
Commission des services juridiques	65 164,6	62 509,9
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	398,2	398,2
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	210,4	205,7
Indemnisation des victimes d'actes criminels	30 477,8	30 477,8
Total du programme 4	136 751,0	134 091,6
Programme 5 - Condition féminine		
Autres crédits de transfert	1 040,0	1 040,0
Total du portefeuille	148 744,3	146 363,4

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises et organismes d'État	74 762,4	72 431,5
Organismes à but non lucratif	2 605,9	2 555,9
Personnes	71 376,0	71 376,0
Total du portefeuille	148 744,3	146 363,4

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	96 351,5	93 458,7
Fonctionnement	18 237,2	18 744,3
Capital	522,8	527,6
Support	33 632,8	33 632,8
Total du portefeuille	148 744,3	146 363,4

Recherche, Science et Technologie

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Soutien au développement de la recherche, de la science et de la technologie	18 967,8	300,0	521,3	19 189,1	13 224,3
2. Soutien financier au développement de la recherche, de la science et de la technologie	194 684,2	-	-	194 684,2	292 600,5
	213 652,0	300,0	521,3	213 873,3	305 824,8
Moins : Crédits permanents				9,6	9,6
Crédits à voter				213 863,7	305 815,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	12 490,4	8 666,1
Fonctionnement	6 477,4	4 086,9
Transfert	194 684,2	292 600,5
Total	213 652,0	305 353,5
Effectif des programmes	158	158
Effectif total	158	158
Budget d'investissements		
Immobilisations	521,3	521,3
Total	521,3	521,3

Recherche, Science et Technologie

Programme 1

Soutien au développement de la recherche, de la science et de la technologie

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Planification, coordination, mise en oeuvre et soutien administratif	16 609,8	300,0	521,3	16 831,1	10 900,3
2. Conseil de la science et de la technologie	1 338,9	-	-	1 338,9	1 317,6
3. Conseil d'évaluation des technologies de la santé	1 019,1	-	-	1 019,1	1 006,4
	18 967,8	300,0	521,3	19 189,1	13 224,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				19 179,5	13 214,7

Ce programme vise à procurer les ressources et les services nécessaires pour doter le Québec et ses régions d'une politique, de stratégies, de mécanismes d'évaluation et de moyens nécessaires au développement d'une approche concertée, coordonnée et intégrée en matière de recherche, de transfert de connaissances et d'innovation technologique dans les domaines d'intervention social, culturel, économique et industriel.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	10 995,0	975,6	519,8	12 490,4	8 666,1
Fonctionnement	5 614,8	363,3	499,3	6 477,4	4 086,9
	16 609,8	1 338,9	1 019,1	18 967,8	12 753,0
Effectif total	131	17	10	158	158
Budget d'investissements					
Immobilisations	521,3	-	-	521,3	521,3
	521,3	-	-	521,3	521,3

Recherche, Science et Technologie

Programme 2

Soutien financier au développement de la recherche, de la science et de la technologie

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Recherche en santé	54 537,4	-	-	54 537,4	54 501,0
2. Recherche sociale	9 007,6	-	-	9 007,6	9 007,6
3. Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	60 514,3	-	-	60 514,3	51 485,0
4. Soutien à la recherche et à l'innovation technologique	20 524,9	-	-	20 524,9	21 406,9
5. Innovation Québec	48 200,0	-	-	48 200,0	32 300,0
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit visant le soutien au développement de la recherche, de la science et de la technologie*	1 900,0	-	-	1 900,0	3 900,0

Suite à la page 16 - 4

Ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche, de l'innovation technologique et à la formation de chercheurs de même qu'aux fins du développement de la science et de la technologie, dans les domaines d'intervention social, culturel, économique et industriel.

* Le solde des crédits transférés par le biais de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	6	Sous- total
			(000 \$)				
Transfert	54 537,4	9 007,6	60 514,3	20 524,9	48 200,0	1 900,0	194 684,2
	54 537,4	9 007,6	60 514,3	20 524,9	48 200,0	1 900,0	194 684,2

Programme 2 (suite)

Éléments	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
7. Soutien et mise en valeur de la recherche	-	-	-	-	120 000,0
	194 684,2	-	-	194 684,2	292 600,5
Crédits à voter				194 684,2	292 600,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Transfert	194 684,2	-		194 684,2	292 600,5
	194 684,2	-		194 684,2	292 600,5

Recherche, Science et Technologie

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 2 - Soutien financier au développement de la recherche, de la science et de la technologie		
Aide à la relève en science et en technologie	1 300,0	1 270,0
Aide aux fonds subventionnaires en recherche	5 300,0	-
Aide financière au développement scientifique	1 808,7	1 808,7
Aide technique et financière pour la mise en valeur des applications technologiques	2 500,0	1 500,0
Appui au développement d'une cité de l'optique	1 333,0	1 333,0
Défi et opportunités en recherche et innovation	11 500,0	8 000,0
Développement des études doctorales en partenariat avec l'industrie	2 700,0	1 800,0
Fonds de la recherche en santé du Québec - Bourses et subventions	51 911,9	49 501,0
Fonds de la recherche en santé du Québec - Fonctionnement	2 073,7	2 048,2
Fonds des priorités gouvernementales en science et en technologie	2 000,0	3 512,0
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche - aide à la recherche	35 583,9	34 383,9
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche - bourses	25 788,2	17 688,2
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche - subvention à la gestion	2 442,2	2 412,9
Institut de recherche clinique de Montréal	8 536,5	8 536,5
Institut national d'optique (INO)	5 000,0	4 000,0
Programme d'assistance financière à la coopération scientifique et technologique internationale	2 000,0	1 500,0
Recherche sociale	11 007,6	11 007,6
Soutien à la valorisation de l'invention technique ou technologique	2 200,0	2 200,0
Soutien à l'acquisition d'équipements dans les réseaux des CCTT	2 000,0	2 000,0
Soutien au projet INO-Centre Région	600,0	-
Soutien aux centres de liaison et de transfert	14 583,2	13 583,2
Valorisation Recherche-Québec	-	120 000,0
Autres crédits de transfert	2 515,3	4 515,3
Total du programme 2	194 684,2	292 600,5
Total du portefeuille	194 684,2	292 600,5

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	10 233,0	13 615,0
Entreprises et organismes d'État	20 815,9	16 470,2
Établissements de santé et de services sociaux	56 388,8	55 868,8
Institutions d'enseignement	40 883,9	38 783,9
Organismes à but non lucratif	34 954,4	149 854,4
Personnes	31 408,2	18 008,2
Total du portefeuille	194 684,2	292 600,5

Recherche, Science et Technologie

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	3 338,3	3 255,8
Fonctionnement	1 623,2	1 640,0
Support	189 722,7	287 704,7
Total du portefeuille	194 684,2	292 600,5

Régions

Programme	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Mesures de soutien au développement local et régional	124 025,5	394,1	27 648,3	151 279,7
Moins : Crédits permanents				6 020,7
Crédits à voter				145 259,0

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	11 044,0	9 216,2
Fonctionnement	4 308,6	4 022,1
Affectation à un fonds spécial	16 132,3	16 132,3
Transfert	86 529,5	119 231,9
Créances douteuses et autres	6 011,1	4 933,5
Total	124 025,5	153 536,0
Effectif du programme	166	149
Effectif du fonds spécial	4	4
Effectif total	170	153
Budget d'investissements		
Immobilisations	1 000,0	1 310,5
Prêts, Placements et Avances	26 648,3	26 648,3
Total	27 648,3	27 958,8

Régions

Programme 1

Mesures de soutien au développement local et régional

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Gestion interne et soutien	15 352,6	394,1	1 005,0	15 963,5	14 190,4
2. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par des partenaires	70 766,8	-	18 236,8	89 003,6	141 656,0
3. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par le ministère	16 491,1	-	8 406,5	24 897,6	24 020,0
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement régional*	100,0	-	-	100,0	100,0
5. Plan de diversification économique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	21 315,0	-	-	21 315,0	1 165,0
	124 025,5	394,1	27 648,3	151 279,7	181 131,4
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 3				6 011,1	4 933,5
Crédits à voter				145 259,0	176 188,3

Ce programme vise à susciter et à soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économiques, sociales et culturelles, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État. Il cherche à accroître l'efficacité des initiatives visant le développement local et régional en favorisant l'harmonisation, la simplification ainsi que l'accessibilité des services de soutien à l'entrepreneuriat. Ce programme est aussi affecté à la conception des orientations et des politiques favorables au développement local et régional et à la coordination des ministères et des organismes gouvernementaux pour faciliter l'élaboration et la réalisation de ces orientations et politiques.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)						
Rémunération	11 044,0	-	-	-	-	11 044,0	9 216,2
Fonctionnement	4 308,6	-	-	-	-	4 308,6	4 022,1
Affectation à un fonds spécial	-	16 132,3	-	-	-	16 132,3	16 132,3
Transfert	-	54 634,5	10 480,0	100,0	21 315,0	86 529,5	119 231,9
Créances douteuses et autres	-	-	6 011,1	-	-	6 011,1	4 933,5
	15 352,6	70 766,8	16 491,1	100,0	21 315,0	124 025,5	153 536,0
Effectif total	166	-	-	-	-	166	149
Budget d'investissements							
Immobilisations	1 000,0	-	-	-	-	1 000,0	1 310,5
Prêts, Placements et Avances	5,0	18 236,8	8 406,5	-	-	26 648,3	26 648,3
	1 005,0	18 236,8	8 406,5	-	-	27 648,3	27 958,8

Régions

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Mesures de soutien au développement local et régional		
Fonds de développement régional	16 132,3	16 132,3
Total	16 132,3	16 132,3
Effectif total	4	4

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	16 132,3	16 132,3
Total	16 132,3	16 132,3

Régions

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Mesures de soutien au développement local et régional		
Appui à la réalisation de l'entente cadre Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	500,0	-
Appui à la réalisation de projets sectoriels Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16 025,0	240,0
Centres locaux de développement - Fonctionnement et économie sociale	32 383,8	29 383,8
Centres locaux de développement - Volet jeunes	6 871,6	5 871,6
Économie sociale	-	504,6
Entente de développement - Centres de la petite enfance	573,5	573,5
Fonctionnement des conseils régionaux de développement	10 874,7	10 874,7
Fonds conjoncturel de développement	5 000,0	5 000,0
Fonds d'aide aux entreprises (intérêts)	1 950,2	2 669,5
Fonds de création d'emplois municipaux Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 000,0	825,0
Fonds de diversification économique des régions	-	50 000,0
Fonds de diversification économique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 790,0	100,0
Fonds d'interventions régionales	1 980,7	6 609,2
Fonds régionaux de solidarité (FRS)	2 480,0	3 180,0
Société de diversification économique de l'Outaouais	-	800,0
Soutien au développement des milieux ruraux	3 000,0	2 500,0
Autres crédits de transfert	100,0	100,0
Total du programme 1	86 529,5	119 231,9
Total du portefeuille	86 529,5	119 231,9

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	21 266,8	11 904,1
Municipalités	3 329,7	1 830,0
Organismes à but non lucratif	61 933,0	105 497,8
Total du portefeuille	86 529,5	119 231,9

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Capital	1 000,0	2 365,0
Support	85 529,5	116 866,9
Total du portefeuille	86 529,5	119 231,9

Relations avec les citoyens et Immigration

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Relations civiques et relations avec les citoyens	17 003,2	369,3	96,2	16 730,1	18 141,3
2. Immigration et intégration	95 727,8	2 551,7	1 663,4	94 839,5	95 026,7
3. Organismes-conseils et de protection relevant du ministre	21 240,0	230,0	87,4	21 097,4	21 497,0
4. Curateur public (1)	37 297,9	2 100,0	2 400,0	37 597,9	-
	171 268,9	5 251,0	4 247,0	170 264,9	134 665,0
Moins : Crédits permanents				478,0	478,0
Crédits à voter				169 786,9	134 187,0

(1) En vertu de la Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant le Curateur public, article 8 (1999, chapitre 30), les dépenses du Curateur public sont imputées sur les crédits accordés annuellement par le Parlement. Cette disposition étant entrée en vigueur pour l'exercice 2000-2001, il n'y a pas de crédits à ce programme en 1999-2000.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	105 189,2	80 182,0
Fonctionnement	44 571,4	33 755,8
Transfert	21 008,3	21 543,1
Créances douteuses et autres	500,0	-
Total	171 268,9	135 480,9
Effectif des programmes	2 132	1 645
Effectif des fonds spéciaux	270	264
Effectif total	2 402	1 909
Budget d'investissements		
Immobilisations	4 047,0	2 383,0
Prêts, Placements et Avances	200,0	200,0
Total	4 247,0	2 583,0

Relations avec les citoyens et Immigration

Programme 1

Relations civiques et relations avec les citoyens

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Relations civiques	5 193,0	-	-	5 193,0	5 140,3
2. Relations avec les citoyens	11 810,2	369,3	96,2	11 537,1	13 001,0
	17 003,2	369,3	96,2	16 730,1	18 141,3
Moins : Crédits permanents					
Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20)					
Élément 1				468,4	468,4
Crédits à voter				16 261,7	17 672,9

Ce programme vise à assurer la promotion des droits fondamentaux ainsi que l'exercice des responsabilités civiques. Il vise également à assurer la qualité des rapports entre le citoyen et l'État québécois et à soutenir la pleine participation de tous au développement de la société québécoise.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2000-2001	1999-2000
	1	2		
			(000 \$)	
Rémunération	2 165,1	9 239,5	11 404,6	12 629,1
Fonctionnement	205,0	2 570,7	2 775,7	2 921,4
Transfert	2 822,9	-	2 822,9	2 822,9
	5 193,0	11 810,2	17 003,2	18 373,4
Effectif total	42	215	257	282
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	96,2	96,2	137,2
	-	96,2	96,2	137,2

Relations avec les citoyens et Immigration

Programme 2 Immigration et intégration

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Services d'immigration et d'intégration	59 708,0	-	227,0	59 935,0	58 970,2
2. Direction et services administratifs	36 019,8	2 551,7	1 436,4	34 904,5	36 056,5
	95 727,8	2 551,7	1 663,4	94 839,5	95 026,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 2				9,6	9,6
Crédits à voter				94 829,9	95 017,1

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, culturelle et économique des immigrants.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	35 913,6	15 817,5		51 731,1	51 658,4
Fonctionnement	6 434,4	19 872,3		26 306,7	25 584,7
Transfert	17 360,0	330,0		17 690,0	18 224,8
	59 708,0	36 019,8		95 727,8	95 467,9
Effectif total	807	227		1 034	1 035
Budget d'investissements					
Immobilisations	27,0	1 436,4		1 463,4	2 158,4
Prêts, Placements et Avances	200,0	-		200,0	200,0
	227,0	1 436,4		1 663,4	2 358,4

Relations avec les citoyens et Immigration

Programme 3

Organismes-conseils et de protection relevant du ministre

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Office de la protection du consommateur	7 668,7	141,1	34,4	7 562,0
2. Commission d'accès à l'information	3 431,5	42,1	12,0	3 401,4
3. Conseil des relations interculturelles	664,0	1,0	3,0	666,0
4. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	9 475,8	45,8	38,0	9 468,0
	21 240,0	230,0	87,4	21 097,4
Crédits à voter				21 097,4

Ce programme vise à permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, aux organismes qui sont chargés de protéger leurs droits, que ce soit par rapport au respect des droits et libertés de la personne, à l'égalité entre les personnes, à la protection des renseignements personnels et aux droits des consommateurs. Ce programme vise aussi à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant les relations interculturelles en vue de définir ses orientations, d'identifier les grandes avenues d'intervention et de choisir les mesures les plus appropriées pour répondre aux besoins exprimés.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4		
			(000 \$)			
Rémunération	5 229,7	2 608,5	516,4	6 903,9	15 258,5	15 894,5
Fonctionnement	1 943,6	823,0	147,6	2 571,9	5 486,1	5 249,7
Transfert	495,4	-	-	-	495,4	495,4
	7 668,7	3 431,5	664,0	9 475,8	21 240,0	21 639,6
Effectif total	115	49	9	155	328	328
Budget d'investissements						
Immobilisations	34,4	12,0	3,0	38,0	87,4	87,4
	34,4	12,0	3,0	38,0	87,4	87,4

Relations avec les citoyens et Immigration

Programme 4 Curateur public

Élément	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Curateur public (1)	37 297,9	2 100,0	2 400,0	37 597,9
Crédits à voter				37 597,9

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droits ou à l'État.

- (1) En vertu de la Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant le Curateur public, article 8 (1999, chapitre 30), les dépenses du Curateur public sont imputées sur les crédits accordés annuellement par le Parlement. Cette disposition étant entrée en vigueur pour l'exercice 2000-2001, il n'y a pas de crédits à ce programme en 1999-2000.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	26 795,0		26 795,0	-
Fonctionnement	10 002,9		10 002,9	-
Créances douteuses et autres	500,0		500,0	-
	37 297,9		37 297,9	-
Effectif total	513		513	-
Budget d'investissements				
Immobilisations	2 400,0		2 400,0	-
	2 400,0		2 400,0	-

Relations avec les citoyens et Immigration

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Relations civiques et relations avec les citoyens		
Fonds de l'information gouvernementale	-	-
Fonds de l'état civil	-	-
Total	-	-
Effectif total	270	264

Relations avec les citoyens et Immigration

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Relations civiques et relations avec les citoyens		
Actes de civisme	468,4	468,4
Adaptation des organismes	104,5	104,5
Fonds de soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	175,0	175,0
Observatoire éthique et télésanté	50,0	50,0
Programme de soutien à la participation civique	1 900,0	1 900,0
Soutien au Comité des orphelins(es) institutionnalisés de Duplessis	25,0	25,0
25e anniversaire de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne	100,0	100,0
Total du programme 1	2 822,9	2 822,9
Programme 2 - Immigration et intégration		
Accueil et établissement des immigrants	3 650,0	3 130,0
Activités d'intégration en français	600,0	-
Fonds de développement de l'immigration en région	400,0	650,0
Fonds de la semaine québécoise de la citoyenneté	210,0	210,0
Fonds des jeunes des minorités visibles	200,0	200,0
Francisation en milieu de travail	300,0	200,0
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	1 600,0	1 500,0
Programme d'aide à la francisation des immigrants	1 400,0	1 634,8
Programme de soutien à l'insertion en emploi	1 800,0	1 770,0
Service de formation linguistique	7 200,0	8 500,0
Autres crédits de transfert	330,0	430,0
Total du programme 2	17 690,0	18 224,8
Programme 3 - Organismes-conseils et de protection relevant du ministre		
Subventions à des organismes oeuvrant dans le domaine de la consommation	495,4	495,4
Total du portefeuille	21 008,3	21 543,1

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif	11 739,9	11 074,7
Personnes	9 268,4	10 468,4
Total du portefeuille	21 008,3	21 543,1

Relations avec les citoyens et Immigration

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	21 008,3	21 543,1
Total du portefeuille	21 008,3	21 543,1

Relations internationales

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Affaires internationales	88 008,8	961,6	1 030,0	88 077,2
2. Charte de la langue française	22 890,8	446,9	135,0	22 578,9
	110 899,6	1 408,5	1 165,0	110 656,1
Moins : Crédits permanents				109 129,7
				109,6
Crédits à voter				110 546,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	57 479,3	57 561,2
Fonctionnement	29 084,1	27 716,9
Affectation à un fonds spécial	9 642,1	9 439,1
Transfert	14 694,1	15 079,6
Total	110 899,6	109 796,8
Effectif des programmes	838	838
Effectif du fonds spécial	3	3
Effectif total	841	841
Budget d'investissements		
Immobilisations	665,0	665,0
Prêts, Placements et Avances	500,0	412,5
Total	1 165,0	1 077,5

Relations internationales

Programme 1 Affaires internationales

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Direction, politiques et affaires publiques	10 862,2	-	-	10 862,2	8 887,0
2. Représentation du Québec à l'étranger	41 477,6	435,1	810,0	41 852,5	42 347,1
3. Affaires bilatérales	15 932,1	-	-	15 932,1	13 413,4
4. Affaires francophones et multilatérales	8 929,1	-	-	8 929,1	11 333,2
5. Gestion interne	10 807,8	526,5	220,0	10 501,3	10 972,0
	88 008,8	961,6	1 030,0	88 077,2	86 952,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				109,6	109,6
Crédits à voter				87 967,6	86 843,1

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)				
Rémunération	6 083,9	24 086,7	5 592,4	2 391,3	5 039,8	43 194,1	43 203,4
Fonctionnement	4 136,8	7 748,8	2 713,4	642,2	5 768,0	21 009,2	20 262,9
Affectation à un fonds spécial	-	9 642,1	-	-	-	9 642,1	9 439,1
Transfert	641,5	-	7 626,3	5 895,6	-	14 163,4	14 298,9
	10 862,2	41 477,6	15 932,1	8 929,1	10 807,8	88 008,8	87 204,3
Effectif total	112	236	106	42	62	558	558
Budget d'investissements							
Immobilisations	-	310,0	-	-	220,0	530,0	530,0
Prêts, Placements et Avances	-	500,0	-	-	-	500,0	412,5
	-	810,0	-	-	220,0	1 030,0	942,5

Relations internationales

Programme 2 Charte de la langue française

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Coordination de la politique linguistique	1 543,2	11,7	5,0	1 536,5	1 942,7
2. Office de la langue française	15 888,6	400,0	91,0	15 579,6	15 806,8
3. Conseil de la langue française	1 883,0	20,5	9,0	1 871,5	1 932,2
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française*	2 000,0	-	-	2 000,0	867,5
5. Commission de protection de la langue française	1 576,0	14,7	30,0	1 591,3	1 627,8
	22 890,8	446,9	135,0	22 578,9	22 177,0
Crédits à voter				22 578,9	22 177,0

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activités. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4	5		
			(000 \$)				
Rémunération	532,6	11 431,6	1 126,3	-	1 194,7	14 285,2	14 357,8
Fonctionnement	730,6	4 216,3	746,7	2 000,0	381,3	8 074,9	7 454,0
Transfert	280,0	240,7	10,0	-	-	530,7	780,7
	1 543,2	15 888,6	1 883,0	2 000,0	1 576,0	22 890,8	22 592,5
Effectif total	7	230	21	-	22	280	280
Budget d'investissements							
Immobilisations	5,0	91,0	9,0	-	30,0	135,0	135,0
	5,0	91,0	9,0	-	30,0	135,0	135,0

Relations internationales

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Affaires internationales		
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	9 642,1	9 439,1
Total	9 642,1	9 439,1
Effectif total	3	3

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	152,1	149,2
Fonctionnement	8 175,2	7 895,2
Capital	845,4	861,6
Intérêt	469,4	533,1
Total	9 642,1	9 439,1

Relations internationales

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Affaires internationales		
Affaires françaises	1 540,0	2 076,4
Francophonie	4 301,6	5 884,1
Office franco-québécois pour la jeunesse et Agence Québec/Wallonie-Bruxelles	1 865,6	2 565,6
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1 000,0	250,0
Québec sans frontières	840,0	840,0
Saison Québec - New-York 2001	2 500,0	-
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	720,7	653,3
Subventions dans le cadre des affaires multilatérales	754,0	1 308,0
Autres crédits de transfert	641,5	721,5
Total du programme 1	14 163,4	14 298,9
Programme 2 - Charte de la langue française		
Promotion et diffusion de la langue française	530,7	780,7
Total du portefeuille	14 694,1	15 079,6

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Institutions d'enseignement	150,0	300,0
Organismes à but non lucratif	13 436,2	13 970,9
Personnes	1 107,9	808,7
Total du portefeuille	14 694,1	15 079,6

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	14 694,1	15 079,6
Total du portefeuille	14 694,1	15 079,6

Ressources naturelles

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Connaissance et gestion du territoire	24 585,2	-	7 260,6	31 845,8
2. Connaissance et gestion du patrimoine forestier	140 117,9	-	4 924,2	145 042,1
3. Financement forestier	2 180,4	50,0	30,0	2 160,4
4. Gestion et développement de la ressource minérale	44 227,2	-	1 764,2	45 991,4
5. Direction et soutien administratif	73 768,9	12 480,6	5 429,7	66 718,0
6. Développement énergétique	44 145,3	-	61,6	44 206,9
	329 024,9	12 530,6	19 470,3	335 964,6
Moins : Crédits permanents				5 079,1
Crédits à voter				330 885,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	115 358,3	115 014,9
Fonctionnement	95 237,1	92 384,3
Affectation à un fonds spécial	47 052,1	61 316,5
Transfert	71 377,4	200 891,6
Total	329 024,9	469 607,3
Effectif des programmes	2 372	2 386
Effectif des fonds spéciaux	791	777
Effectif total	3 163	3 163
Budget d'investissements		
Immobilisations	19 359,9	3 601,3
Prêts, Placements et Avances	110,4	110,4
Total	19 470,3	3 711,7

Ressources naturelles

Programme 1

Connaissance et gestion du territoire

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Connaissance géographique du territoire	13 176,2	-	4 690,6	17 866,8	9 584,3
2. Gestion des terres publiques	11 409,0	-	2 570,0	13 979,0	10 687,5
	24 585,2	-	7 260,6	31 845,8	20 271,8
Crédits à voter				31 845,8	20 271,8

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire. Il vise aussi l'enregistrement des diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la localisation de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	6 582,2	9 415,9		15 998,1	15 624,8
Fonctionnement	6 594,0	1 493,1		8 087,1	3 584,0
Transfert	-	500,0		500,0	500,0
	13 176,2	11 409,0		24 585,2	19 708,8
Effectif total	134	232		366	367
Budget d'investissements					
Immobilisations	4 690,6	2 570,0		7 260,6	563,0
	4 690,6	2 570,0		7 260,6	563,0

Ressources naturelles

Programme 2

Connaissance et gestion du patrimoine forestier

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Politiques et programmes forestiers	39 164,1	-	2 124,7	41 288,8	147 636,9
2. Production de plants, recherche et inventaires forestiers	19 284,8	-	-	19 284,8	33 943,5
3. Planification et suivi des interventions en forêt	81 669,0	-	2 799,5	84 468,5	97 305,9
	140 117,9	-	4 924,2	145 042,1	278 886,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1)					
Élément 1				5 000,0	2 500,0
Crédits à voter				140 042,1	276 386,3

Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances du milieu forestier et de ses ressources, à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation et à suivre les interventions permettant d'assurer sa mise en valeur. Il vise également à favoriser la protection du milieu contre les fléaux d'origine naturelle ou humaine et à améliorer en quantité et en qualité sa capacité de production afin de répondre aux demandes de matière ligneuse ou à d'autres usages. Il vise enfin à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	11 315,9	-	36 756,7	48 072,6	49 711,6
Fonctionnement	24 647,8	-	8 500,1	33 147,9	31 615,3
Affectation à un fonds spécial	-	19 284,8	-	19 284,8	33 943,5
Transfert	3 200,4	-	36 412,2	39 612,6	162 903,6
	39 164,1	19 284,8	81 669,0	140 117,9	278 174,0
Effectif total	244	-	947	1 191	1 197
Budget d'investissements					
Immobilisations	2 124,7	-	2 799,5	4 924,2	712,3
	2 124,7	-	2 799,5	4 924,2	712,3

Ressources naturelles

Programme 3 Financement forestier

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Gestion interne et soutien	1 134,9	50,0	30,0	1 114,9	1 046,3
2. Prêts forestiers	1 045,5	-	-	1 045,5	1 255,5
	2 180,4	50,0	30,0	2 160,4	2 301,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78)					
Élément 2				69,5	76,3
Crédits à voter				2 090,9	2 225,5

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2000-2001	1999-2000
	1	2		
			(000 \$)	
Rémunération	875,0	-	875,0	844,7
Fonctionnement	259,9	-	259,9	207,7
Transfert	-	1 045,5	1 045,5	1 255,5
	1 134,9	1 045,5	2 180,4	2 307,9
Effectif total	11	-	11	11
Budget d'investissements				
Immobilisations	30,0	-	30,0	30,0
	30,0	-	30,0	30,0

Ressources naturelles

Programme 4 Gestion et développement de la ressource minérale

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Exploration	26 675,0	-	896,0	27 571,0	24 814,0
2. Industrie minérale, recherche et développement et gestion des lois	17 552,2	-	868,2	18 420,4	20 601,6
	44 227,2	-	1 764,2	45 991,4	45 415,6
Crédits à voter				45 991,4	45 415,6

Ce programme vise à établir la connaissance géologique du territoire, à faire la promotion de l'exploration, à promouvoir avec l'industrie des projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à régler certaines conditions d'exercice de l'activité minière. Il vise également à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	9 036,2	5 951,8		14 988,0	13 860,6
Fonctionnement	5 837,0	4 370,4		10 207,4	12 656,7
Transfert	11 801,8	7 230,0		19 031,8	18 260,9
	26 675,0	17 552,2		44 227,2	44 778,2
Effectif total	128	117		245	249
Budget d'investissements					
Immobilisations	896,0	868,2		1 764,2	637,4
	896,0	868,2		1 764,2	637,4

Ressources naturelles

Programme 5

Direction et soutien administratif

Élément	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Direction et soutien administratif	73 768,9	12 480,6	5 429,7	66 718,0	63 465,6
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				66 708,4	63 456,0

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2000-2001	1999-2000
		(000 \$)		
Rémunération	30 588,2		30 588,2	30 254,7
Fonctionnement	42 698,7		42 698,7	43 631,4
Affectation à un fonds spécial	267,3		267,3	273,0
Transfert	214,7		214,7	590,1
	73 768,9		73 768,9	74 749,2
Effectif total	462		462	465
Budget d'investissements				
Immobilisations	5 319,3		5 319,3	1 586,6
Prêts, Placements et Avances	110,4		110,4	110,4
	5 429,7		5 429,7	1 697,0

Ressources naturelles

Programme 6 Développement énergétique

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Développement énergétique	11 892,3	-	61,6	11 953,9
2. Efficacité énergétique	4 753,0	-	-	4 753,0
3. Grand verglas - Rétablissement des services publics essentiels d'électricité	27 500,0	-	-	27 500,0
	44 145,3	-	61,6	44 206,9
Crédits à voter				44 206,9

Ce programme vise à formuler les actions et interventions du gouvernement dans le secteur énergétique, à administrer les lois et règlements concernant ce secteur, ainsi qu'à gérer les programmes d'aide technique et financière ayant pour objet d'accroître la productivité énergétique du Québec. Il vise enfin à verser une partie des contributions requises par le Fonds relatif à la tempête de verglas qui apparaît au portefeuille Conseil du trésor, Administration et Fonction publique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	4 836,4	-	-	4 836,4	4 718,5
Fonctionnement	836,1	-	-	836,1	689,2
Affectation à un fonds spécial	-	-	27 500,0	27 500,0	27 100,0
Transfert	6 219,8	4 753,0	-	10 972,8	17 381,5
	11 892,3	4 753,0	27 500,0	44 145,3	49 889,2
Effectif total	97	-	-	97	97
Budget d'investissements					
Immobilisations	61,6	-	-	61,6	72,0
	61,6	-	-	61,6	72,0

Ressources naturelles

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Connaissance et gestion du territoire		
Fonds d'information géographique et foncière	-	-
Fonds de la réforme du cadastre québécois	-	-
Total du programme 1	-	-
Programme 2 - Connaissance et gestion du patrimoine forestier		
Fonds forestier	19 284,8	33 943,5
Programme 5 - Direction et soutien administratif		
Fonds forestier	267,3	273,0
Programme 6 - Développement énergétique		
Fonds relatif à la tempête de verglas	27 500,0	27 100,0
Total	47 052,1	61 316,5
Effectif total	791	777

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	10 545,1	18 477,8
Fonctionnement	7 600,0	14 220,7
Capital	742,0	742,0
Intérêt	86,0	86,0
Support	28 079,0	27 790,0
Total	47 052,1	61 316,5

Ressources naturelles

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Connaissance et gestion du territoire		
Aide à la mise en valeur du territoire	500,0	500,0
Programme 2 - Connaissance et gestion du patrimoine forestier		
Aide à la mise en valeur du territoire	1 350,0	1 350,0
Aide à la production forestière privée	34 500,0	46 500,0
Développement de l'industrie forestière	3 200,4	114 491,4
Station forestière Duchesnay (SEPAQ)	562,2	562,2
Total du programme 2	39 612,6	162 903,6
Programme 3 - Financement forestier		
Prêts forestiers	1 045,5	1 255,5
Programme 4 - Gestion et développement de la ressource minérale		
Aide à l'exploration minérale	11 801,8	9 051,8
Assistance à l'industrie minérale	3 730,0	5 709,1
Consortium de recherche minérale (COREM)	3 500,0	3 500,0
Total du programme 4	19 031,8	18 260,9
Programme 5 - Direction et soutien administratif		
Autres crédits de transfert	214,7	590,1
Programme 6 - Développement énergétique		
Agence de l'efficacité énergétique	4 753,0	10 711,7
Aide à la recherche et au développement	1 219,8	1 669,8
Extension du réseau gazier	5 000,0	5 000,0
Total du programme 6	10 972,8	17 381,5
Total du portefeuille	71 377,4	200 891,6

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	59 030,3	182 971,4
Entreprises et organismes d'État	5 329,9	11 289,1
Institutions d'enseignement	1 467,2	545,4
Municipalités	1 850,0	1 880,0
Organismes à but non lucratif	3 700,0	4 205,7
Total du portefeuille	71 377,4	200 891,6

Ressources naturelles

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	1 834,8	1 918,4
Fonctionnement	897,4	1 506,3
Capital	41 375,0	131 375,4
Support	27 270,2	66 091,5
Total du portefeuille	71 377,4	200 891,6

Revenu

Programme	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Administration fiscale	614 613,7	1 500,0	2 064,9	615 178,6
Moins : Crédits permanents				198 646,5
Crédits à voter				416 532,1
				389 036,3

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	244 841,2	224 422,6
Fonctionnement	130 387,6	126 749,8
Affectation à un fonds spécial	96 281,9	95 498,1
Transfert	103,0	103,0
Créances douteuses et autres	143 000,0	205 000,0
Total	614 613,7	651 773,5
Effectif du programme	5 560	5 560
Effectif du Compte de gestion T.P.S.	1 440	1 440
Effectif des fonds spéciaux	1 294	1 294
Effectif total	8 294	8 294
Budget d'investissements		
Immobilisations	2 049,9	365,0
Prêts, Placements et Avances	15,0	15,0
Total	2 064,9	380,0

Revenu

Programme 1 Administration fiscale

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Cotisation et vérification	143 785,2	-	15,0	143 800,2	138 329,8
2. Administration, support et opérations centrales	237 475,6	1 500,0	2 049,9	238 025,5	211 014,9
3. Perception	174 062,6	-	-	174 062,6	240 232,0
4. Pensions alimentaires	33 379,6	-	-	33 379,6	33 888,5
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit du ministère du Revenu destiné à l'opération « Percevoir tous les revenus dus au gouvernement »*	25 910,7	-	-	25 910,7	26 217,6
	614 613,7	1 500,0	2 064,9	615 178,6	649 682,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur la taxe de vente du Québec, (L.R.Q., c. T-0.1)					
Élément 1				1 572,5	1 572,5
Loi concernant la taxe sur les carburants, (L.R.Q., c. T-1)					
Élément 1				2 279,9	2 279,9
Loi concernant l'impôt sur le tabac, (L.R.Q., c. I-2)					
Élément 1				1 488,6	1 488,6
Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31)					
Élément 1				21 060,0	21 060,0
Élément 2				28 940,0	28 940,0
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 2				9,6	9,6
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 3				143 295,9	205 295,9
Crédits à voter				416 532,1	389 036,3

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)						
Rémunération	113 284,3	109 121,5	-	-	22 435,4	244 841,2	224 422,6
Fonctionnement	30 500,9	96 115,5	295,9	-	3 475,3	130 387,6	126 749,8
Affectation à un fonds spécial	-	32 135,6	30 766,7	33 379,6	-	96 281,9	95 498,1
Transfert	-	103,0	-	-	-	103,0	103,0
Créances douteuses et autres	-	-	143 000,0	-	-	143 000,0	205 000,0
	143 785,2	237 475,6	174 062,6	33 379,6	25 910,7	614 613,7	651 773,5
Effectif total	2 864	2 121	-	-	575	5 560	5 560
Budget d'investissements							
Immobilisations	-	2 049,9	-	-	-	2 049,9	365,0
Prêts, Placements et Avances	15,0	-	-	-	-	15,0	15,0
	15,0	2 049,9	-	-	-	2 064,9	380,0

Revenu

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Administration fiscale		
Fonds de perception	30 766,7	35 036,4
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	32 135,6	26 573,2
Fonds des pensions alimentaires	33 379,6	33 888,5
Total	96 281,9	95 498,1
Effectif total	1 294	1 294

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	23 857,3	30 787,3
Fonctionnement	37 469,0	35 507,7
Capital	30 114,7	24 703,2
Intérêt	4 840,9	4 499,9
Total	96 281,9	95 498,1

Revenu

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Administration fiscale		
Subventions à des organismes reliés à la fiscalité	103,0	103,0
Total du portefeuille	103,0	103,0

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif	103,0	103,0
Total du portefeuille	103,0	103,0

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	103,0	103,0
Total du portefeuille	103,0	103,0

Santé et Services sociaux

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Fonctions nationales	195 364,7	927,6	1 237,0	195 674,1
2. Fonctions régionales	10 860 363,5	-	-	10 860 363,5
3. Consolidation et développement des services socio-sanitaires	600 000,0	-	-	600 000,0
4. Office des personnes handicapées du Québec	53 210,4	109,9	40,0	53 140,5
5. Régie de l'assurance-maladie du Québec	3 689 804,4	-	-	3 689 804,4
6. Développement du loisir et du sport	57 780,6	-	-	57 780,6
	15 456 523,6	1 037,5	1 277,0	15 456 763,1
Moins : Crédits permanents				1 982 268,9
Fonds des services de santé				4 178 000,0
Crédits à voter				9 296 494,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	51 352,7	47 527,8
Fonctionnement	48 473,9	41 505,5
Transfert	15 356 697,0	14 399 938,8
Total	15 456 523,6	14 488 972,1
Effectif des programmes	968	968
Effectif total	968	968
Budget d'investissements		
Immobilisations	1 277,0	2 173,5
Total	1 277,0	2 173,5

Santé et Services sociaux

Programme 1 Fonctions nationales

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Direction et gestion ministérielle	67 755,4	927,6	1 237,0	68 064,8	62 989,9
2. Organismes-conseils	3 888,0	-	-	3 888,0	3 136,9
3. Activités nationales	123 721,3	-	-	123 721,3	95 749,4
	<u>195 364,7</u>	<u>927,6</u>	<u>1 237,0</u>	195 674,1	<u>161 876,2</u>
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				19,2	19,2
Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35)					
Élément 3				418,5	418,5
Crédits à voter				195 236,4	<u>161 438,5</u>

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	37 827,1	2 711,3	-	40 538,4	37 466,1
Fonctionnement	29 928,3	976,7	728,5	31 633,5	29 678,9
Transfert	-	200,0	122 992,8	123 192,8	95 220,9
	<u>67 755,4</u>	<u>3 888,0</u>	<u>123 721,3</u>	195 364,7	<u>162 365,9</u>
Effectif total	717	42	-	759	759
Budget d'investissements					
Immobilisations	1 237,0	-	-	1 237,0	2 023,5
	<u>1 237,0</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	1 237,0	<u>2 023,5</u>

Santé et Services sociaux

Programme 2 Fonctions régionales

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Régies régionales	89 474,2	-	-	89 474,2	87 121,4
2. Établissements de santé et de services sociaux	8 876 189,2	-	-	8 876 189,2	8 902 559,0
3. Soutien des organismes communautaires	213 376,3	-	-	213 376,3	198 219,3
4. Activités connexes	1 201 695,3	-	-	1 201 695,3	1 096 690,6
5. Service de la dette	479 628,5	-	-	479 628,5	433 367,1
	<u>10 860 363,5</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>10 860 363,5</u>	<u>10 717 957,4</u>
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10)					
Élément 4				381 026,8	348 370,4
Fonds des services de santé					
Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5)					
Élément 2				2 089 000,0	2 041 500,0
Crédits à voter				<u>8 390 336,7</u>	<u>8 328 087,0</u>

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4	5		
	(000 \$)						
Fonctionnement	-	-	-	13 655,8	-	13 655,8	8 716,3
Transfert	89 474,2	8 876 189,2	213 376,3	1 188 039,5	479 628,5	10 846 707,7	10 709 241,1
	<u>89 474,2</u>	<u>8 876 189,2</u>	<u>213 376,3</u>	<u>1 201 695,3</u>	<u>479 628,5</u>	<u>10 860 363,5</u>	<u>10 717 957,4</u>

Consolidation et développement des services sociosanitaires

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Budget de dépenses		Élément	2000-2001	1999-2000
	1			
		(000 \$)		
Transfert	600 000,0		600 000,0	-
	600 000,0		600 000,0	-

Santé et Services sociaux

Programme 4 Office des personnes handicapées du Québec

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Services aux personnes handicapées	43 442,8	-	-	43 442,8	42 774,4
2. Direction et administration	9 767,6	109,9	40,0	9 697,7	9 004,0
	<u>53 210,4</u>	<u>109,9</u>	<u>40,0</u>	<u>53 140,5</u>	<u>51 778,4</u>
Crédits à voter				53 140,5	51 778,4

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	-	7 437,3		7 437,3	6 767,1
Fonctionnement	-	2 330,3		2 330,3	2 256,0
Transfert	43 442,8	-		43 442,8	42 774,4
	<u>43 442,8</u>	<u>9 767,6</u>		<u>53 210,4</u>	<u>51 797,5</u>
Effectif total	-	145		145	145
Budget d'investissement					
Immobilisations	-	40,0		40,0	150,0
	<u>-</u>	<u>40,0</u>		<u>40,0</u>	<u>150,0</u>

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Le programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance-maladie, d'assistance-maladie et d'assurance-médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

Budget de dépenses		Éléments				Sous-total
	1	2	3	4	5	
	(000 \$)					
Transfert	2 395 095,5	24 205,8	100 648,0	1 023 097,6	86 147,1	3 629 194,0
	2 395 095,5	24 205,8	100 648,0	1 023 097,6	86 147,1	3 629 194,0

Santé et Services sociaux

Programme 5 (suite)

Éléments	2000-2001				1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
6. Administration	60 610,4	-	-	60 610,4	62 307,2
	3 689 804,4	-	-	3 689 804,4	3 507 924,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5)					
Élément 1				976 528,6	881 125,0
Élément 2				9 104,3	8 305,5
Élément 3				37 527,6	31 354,0
Élément 4				523 733,8	490 230,8
Élément 5				31 604,4	30 919,5
Élément 6				22 305,7	24 489,5
Fonds des services de santé					
Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5)					
Élément 1				1 418 566,9	1 400 105,0
Élément 2				15 101,5	15 979,6
Élément 3				63 120,4	70 151,3
Élément 4				499 363,8	461 241,4
Élément 5				54 542,7	56 205,0
Élément 6				38 304,7	37 817,7
Crédits à voter				-	-

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	6	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Transfert	3 629 194,0	60 610,4		3 689 804,4	3 507 924,3
	3 629 194,0	60 610,4		3 689 804,4	3 507 924,3

Santé et Services sociaux

Programme 6

Développement du loisir et du sport

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	
				Crédits	
			(000 \$)		
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	37 013,5	-	-	37 013,5	30 912,0
2. Promotion du sport et de la sécurité	16 310,8	-	-	16 310,8	13 641,1
3. Administration du loisir et du sport	4 456,3	-	-	4 456,3	4 373,9
	57 780,6	-	-	57 780,6	48 927,0
Crédits à voter				57 780,6	48 927,0

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	-	-	3 377,0	3 377,0	3 294,6
Fonctionnement	-	-	854,3	854,3	854,3
Transfert	37 013,5	16 310,8	225,0	53 549,3	44 778,1
	37 013,5	16 310,8	4 456,3	57 780,6	48 927,0
Effectif total	-	-	64	64	64

Santé et Services sociaux

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Fonctions nationales		
Programme de support financier à l'abandon de la commandite du tabac	12 000,0	-
Programme d'intervention - Hépatite C	21 805,6	-
Services hospitaliers hors-Québec	64 967,7	72 202,6
Autres crédits de transfert	24 419,5	23 018,3
Total du programme 1	123 192,8	95 220,9
Programme 2 - Fonctions régionales		
Achat de vaccins et de produits biologiques	25 891,1	14 396,4
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	60 658,6	53 047,8
Établissements privés	303 639,5	290 911,1
Établissements publics	8 445 003,1	8 497 828,1
Loyer CHQ - établissements du réseau	90 146,4	76 076,1
Organismes communautaires de maintien à domicile	30 299,7	22 303,7
Organismes communautaires de promotion et de services	183 076,6	175 915,6
Pavillons	37 400,2	37 743,7
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	30 000,0	44 500,0
Régies régionales	89 474,2	87 121,4
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	381 026,8	348 370,4
Rémunération des internes et résidents	103 128,3	90 918,4
Ressources de type familial	143 145,2	142 819,9
Santé publique	27 776,0	25 795,2
Service de la dette	479 628,5	433 367,1
Système du sang	169 476,3	145 106,3
Transporteurs ambulanciers	116 529,5	102 401,4
Autres crédits de transfert	130 407,7	120 618,5
Total du programme 2	10 846 707,7	10 709 241,1
Programme 3 - Consolidation et développement des services sociosanitaires		
Consolidation de la situation financière du réseau et développement des services sociosanitaires	600 000,0	-
Programme 4 - Office des personnes handicapées du Québec		
Aide financière à l'intégration en entreprises de personnes handicapées	8 000,0	7 556,5
Subventions aux centres de travail adapté	31 042,2	31 042,2
Subventions aux organismes de promotion des droits des personnes handicapées	3 865,4	3 790,5
Autres crédits de transfert	535,2	385,2
Total du programme 4	43 442,8	42 774,4
Programme 5 - Régie de l'assurance-maladie du Québec		
Bourses d'études, de recherche et primes	9 060,0	8 800,0
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance-maladie et d'assistance-maladie	60 610,4	62 307,2
Prothèses et orthèses	77 087,1	78 324,5
Services dentaires	100 648,0	101 505,3
Services médicaux	2 395 095,5	2 281 230,0
Services optométriques	24 205,8	24 285,1
Services pharmaceutiques et médicaments	1 023 097,6	951 472,2
Total du programme 5	3 689 804,4	3 507 924,3

Santé et Services sociaux

Crédits de transfert (suite)

Programme 6 - Développement du loisir et du sport		
Kino-Québec	1 375,0	1 385,0
Promotion du loisir	14 992,8	13 239,9
Promotion du sport	14 935,8	12 256,1
Soutien aux équipements de loisir	1 668,0	1 668,0
Soutien aux organismes multidisciplinaires	20 352,7	16 004,1
Autres crédits de transfert	225,0	225,0
Total du programme 6	53 549,3	44 778,1
Total du portefeuille	15 356 697,0	14 399 938,8

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	136 529,5	109 957,9
Entreprises et organismes d'État	75 875,7	77 234,5
Établissements de santé et de services sociaux	10 770 806,2	10 069 459,6
Municipalités	1 668,0	1 668,0
Organismes à but non lucratif	481 253,2	432 717,1
Personnes	3 890 564,4	3 708 901,7
Total du portefeuille	15 356 697,0	14 399 938,8

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	11 241 658,3	10 664 324,7
Fonctionnement	1 716 302,9	1 560 236,6
Capital	215 607,9	210 057,3
Intérêt	380 412,1	326 342,5
Support	1 802 715,8	1 638 977,7
Total du portefeuille	15 356 697,0	14 399 938,8

Sécurité publique

Programmes	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux	140 405,4	4 202,6	3 345,0	139 547,8
2. Sûreté du Québec	321 266,9	7 177,8	14 674,4	328 763,5
3. Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	156 430,8	-	21,6	156 452,4
4. Sécurité et prévention	52 233,2	-	174,2	52 407,4
	670 336,3	11 380,4	18 215,2	677 171,1
Moins : Crédits permanents				6 295,7
Crédits à voter				670 875,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	349 909,0	351 491,7
Fonctionnement	195 952,8	188 648,0
Affectation à un fonds spécial	103 506,1	97 824,6
Transfert	20 937,4	20 237,4
Créances douteuses et autres	31,0	31,0
Total	670 336,3	658 232,7
Effectif des programmes	6 535	6 547
Effectif du fonds spécial	2 515	2 527
Effectif total	9 050	9 074
Budget d'investissements		
Immobilisations	18 153,8	18 253,8
Prêts, Placements et Avances	61,4	61,4
Total	18 215,2	18 315,2

Sécurité publique

Programme 1

Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Direction et services supports à la gestion	13 243,9	-	10,0	13 253,9	12 772,2
2. Contrôle des alcools, des courses et des jeux	10 935,8	-	175,1	11 110,9	10 915,5
3. Services policiers en milieu autochtone	13 907,8	-	-	13 907,8	13 907,8
4. Contributions d'employeur et autres éléments de gestion centrale	102 317,9	4 202,6	3 159,9	101 275,2	94 966,9
	140 405,4	4 202,6	3 345,0	139 547,8	132 562,4
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6)					
Élément 2				3,4	3,4
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 4				31,0	31,0
Crédits à voter				139 503,8	132 518,4

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice de certains autres programmes du Ministère. Il vise également à financer les services policiers autochtones de même que les interventions de la Régie des alcools, des courses et des jeux en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2000-2001	1999-2000
	1	2	3	4		
			(000 \$)			
Rémunération	10 600,9	8 008,6	14,0	19 931,9	38 555,4	37 652,8
Fonctionnement	2 416,6	2 926,5	48,8	82 355,0	87 746,9	82 064,1
Transfert	226,4	0,7	13 845,0	-	14 072,1	13 472,1
Créances douteuses et autres	-	-	-	31,0	31,0	31,0
	13 243,9	10 935,8	13 907,8	102 317,9	140 405,4	133 220,0
Effectif total	225	170	-	68	463	405
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	167,4	-	3 159,9	3 327,3	3 427,3
Prêts, Placements et Avances	10,0	7,7	-	-	17,7	17,7
	10,0	175,1	-	3 159,9	3 345,0	3 445,0

Sécurité publique

Programme 2 Sûreté du Québec

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	Crédits
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	184 413,8	-	10,0	184 423,8
2. Gestion interne et soutien	136 853,1	7 177,8	14 664,4	144 339,7
	321 266,9	7 177,8	14 674,4	328 763,5
Crédits à voter				328 763,5

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	119 688,7	34 861,1		154 549,8	157 260,5
Fonctionnement	8 184,0	55 027,0		63 211,0	62 319,0
Affectation à un fonds spécial	56 541,1	46 965,0		103 506,1	97 824,6
	184 413,8	136 853,1		321 266,9	317 404,1
Effectif total	1 822	781		2 603	2 615
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	14 664,4		14 664,4	14 664,4
Prêts, Placements et Avances	10,0	-		10,0	10,0
	10,0	14 664,4		14 674,4	14 674,4

Sécurité publique

Programme 3

Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Services correctionnels	153 867,7	-	10,0	153 877,7	155 734,2
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 563,1	-	11,6	2 574,7	2 569,5
	156 430,8	-	21,6	156 452,4	158 303,7
Crédits à voter				156 452,4	158 303,7

Ce programme vise à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle, des services pour faciliter leur réinsertion sociale.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	119 363,8	1 886,8		121 250,6	124 525,2
Fonctionnement	34 503,9	676,3		35 180,2	33 756,9
	153 867,7	2 563,1		156 430,8	158 282,1
Effectif total	2 693	33		2 726	2 784
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	10,4		10,4	10,4
Prêts, Placements et Avances	10,0	1,2		11,2	11,2
	10,0	11,6		21,6	21,6

Sécurité publique

Programme 4 Sécurité et prévention

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Expertises judiciaires	6 509,6	-	-	6 509,6	6 502,6
2. Affaires policières et sécurité-protection	22 964,8	-	10,0	22 974,8	20 324,8
3. Recherche des causes et des circonstances des décès	4 482,7	-	135,9	4 618,6	4 552,8
4. Commissaire à la déontologie policière	2 749,4	-	13,0	2 762,4	2 706,1
5. Comité de déontologie policière	1 762,9	-	10,8	1 773,7	1 746,1
Suite à la page 23 - 6					

Ce programme vise à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que des édifices gouvernementaux. Il vise également à permettre le traitement des plaintes des policiers relatives à leurs fonctions, à assurer l'inspection des services de police et finalement à intervenir dans le cas des décès survenus en des circonstances obscures ou violentes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	Sous- total
			(000 \$)			
Rémunération	5 741,3	16 412,6	2 697,6	2 308,8	1 121,3	28 281,6
Fonctionnement	768,3	4 803,9	1 785,1	440,6	641,6	8 439,5
Transfert	-	1 748,3	-	-	-	1 748,3
	6 509,6	22 964,8	4 482,7	2 749,4	1 762,9	38 469,4
Effectif total	118	351	48	43	21	581
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	132,9	12,0	6,8	151,7
Prêts, Placements et Avances	-	10,0	3,0	1,0	4,0	18,0
	-	10,0	135,9	13,0	10,8	169,7

Sécurité publique

Programme 4 (suite)

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
6. Sécurité civile	13 763,8	-	4,5	13 768,3	13 668,3
	52 233,2	-	174,2	52 407,4	49 500,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
Élément 2				1 857,7	1 812,5
Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1)					
Élément 6				4 394,0	6 402,7
Crédits à voter				46 155,7	41 285,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	6	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	28 281,6	7 271,6		35 553,2	32 053,2
Fonctionnement	8 439,5	1 375,2		9 814,7	10 508,0
Transfert	1 748,3	5 117,0		6 865,3	6 765,3
	38 469,4	13 763,8		52 233,2	49 326,5
Effectif total	581	162		743	743
Budget d'investissements					
Immobilisations	151,7	-		151,7	151,7
Prêts, Placements et Avances	18,0	4,5		22,5	22,5
	169,7	4,5		174,2	174,2

Sécurité publique

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 2 - Sûreté du Québec		
Fonds des services de police	103 506,1	97 824,6
Total	103 506,1	97 824,6
Effectif total	2 515	2 527

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	77 710,1	75 081,9
Fonctionnement	22 113,4	20 149,9
Capital	3 525,0	2 326,7
Intérêt	157,6	266,1
Total	103 506,1	97 824,6

Sécurité publique

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux		
Services policiers en milieu autochtone	13 845,0	13 245,0
Autres crédits de transfert	227,1	227,1
Total du programme 1	14 072,1	13 472,1
Programme 4 - Sécurité et prévention		
Formation des policiers et des pompiers	2 100,0	-
Sécurité civile	4 567,0	6 567,0
Autres crédits de transfert	198,3	198,3
Total du programme 4	6 865,3	6 765,3
Total du portefeuille	20 937,4	20 237,4

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Institutions d'enseignement	2 100,0	-
Municipalités	15 545,0	14 945,0
Organismes à but non lucratif	425,4	425,4
Personnes	2 867,0	4 867,0
Total du portefeuille	20 937,4	20 237,4

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	20 937,4	20 237,4
Total du portefeuille	20 937,4	20 237,4

Tourisme

Programme	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
	(000 \$)			Crédits
1. Promotion et développement du tourisme	53 336,3	-	-	53 336,3
Moins : Crédits permanents				9,6
Crédits à voter				53 326,7
				110 426,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Affectation à un fonds spécial	39 081,9	95 114,3
Transfert	14 254,4	15 321,7
Total	53 336,3	110 436,0
Effectif du fonds spécial	263	263
Effectif total	263	263

Tourisme

Programme 1 Promotion et développement du tourisme

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Tourisme Québec	39 081,9	-	-	39 081,9
2. Société du Centre des congrès de Québec	14 254,4	-	-	14 254,4
	53 336,3	-	-	53 336,3
Moins : Crédits permanents				
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)				
Élément 1				9,6
Crédits à voter				53 326,7

Ce programme vise à créer des conditions favorables à la croissance de l'industrie touristique du Québec en orientant et coordonnant les actions publiques et privées en matière de tourisme, en développant la connaissance des produits et des clientèles, en soutenant l'amélioration et le développement de l'offre touristique, en organisant et appuyant la promotion touristique du Québec et de ses produits, en informant la clientèle sur les produits touristiques ainsi qu'en exploitant des installations publiques à caractère touristique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Affectation à un fonds spécial	39 081,9	-		39 081,9	95 114,3
Transfert	-	14 254,4		14 254,4	15 321,7
	39 081,9	14 254,4		53 336,3	110 436,0

Tourisme

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme		
Fonds de partenariat touristique	39 081,9	95 114,3
Total	39 081,9	95 114,3
Effectif total	263	263

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	16 211,0	15 861,7
Fonctionnement	9 935,9	27 427,6
Capital	1 500,0	5 500,0
Support	11 435,0	46 325,0
Total	39 081,9	95 114,3

Tourisme

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme		
Société du Centre des congrès de Québec	14 254,4	15 321,7
Total du portefeuille	14 254,4	15 321,7

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises et organismes d'État	14 254,4	15 321,7
Total du portefeuille	14 254,4	15 321,7

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	3 322,0	3 217,3
Fonctionnement	2 279,9	3 207,0
Capital	4 929,0	4 919,2
Intérêt	3 723,5	3 978,2
Total du portefeuille	14 254,4	15 321,7

Transports

Programmes	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Infrastructures de transport	1 059 874,9	254 250,5	39 272,4	844 896,8	944 469,7
2. Systèmes de transport	302 733,0	325,5	395,0	302 802,5	311 408,5
3. Administration et services corporatifs	81 381,3	8 873,6	3 294,5	75 802,2	72 107,2
	1 443 989,2	263 449,6	42 961,9	1 223 501,5	1 327 985,4
Moins : Crédits permanents				19,2	19,2
Crédits à voter				1 223 482,3	1 327 966,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	176 434,5	175 757,1
Fonctionnement	542 210,2	565 304,7
Affectation à un fonds spécial	370 557,4	334 325,1
Transfert	354 652,1	514 944,7
Créances douteuses et autres	135,0	100,0
Total	1 443 989,2	1 590 431,6
Effectif des programmes	3 917	4 066
Effectif des fonds spéciaux	2 452	2 303
Effectif total	6 369	6 369
Budget d'investissements		
Immobilisations	42 761,9	22 702,8
Prêts, Placements et Avances	200,0	200,0
Total	42 961,9	22 902,8

Transports

Programme 1 Infrastructures de transport

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Construction des infrastructures de transport	623 750,9	254 250,5	23 957,0	393 457,4
2. Entretien des infrastructures de transport	370 024,0	-	15 315,4	385 339,4
3. Aide financière au réseau routier local	66 100,0	-	-	66 100,0
	1 059 874,9	254 250,5	39 272,4	844 896,8
Crédits à voter				844 896,8

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	-	107 533,2	-	107 533,2	110 154,4
Fonctionnement	256 193,5	254 742,6	-	510 936,1	530 885,6
Affectation à un fonds spécial	367 557,4	3 000,0	-	370 557,4	334 325,1
Transfert	-	4 748,2	66 100,0	70 848,2	221 578,2
	623 750,9	370 024,0	66 100,0	1 059 874,9	1 196 943,3
Effectif total	-	2 866	-	2 866	3 015
Budget d'investissements					
Immobilisations	23 957,0	15 115,4	-	39 072,4	19 581,4
Prêts, Placements et Avances	-	200,0	-	200,0	200,0
	23 957,0	15 315,4	-	39 272,4	19 781,4

Transports

Programme 2 Systèmes de transport

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Transport terrestre	244 050,3	-	126,3	244 176,6	255 488,9
2. Transport maritime	44 712,0	-	-	44 712,0	42 872,2
3. Transport aérien	2 787,2	-	-	2 787,2	2 818,3
4. Commission des transports du Québec	11 183,5	325,5	268,7	11 126,7	10 229,1
	<u>302 733,0</u>	<u>325,5</u>	<u>395,0</u>	<u>302 802,5</u>	<u>311 408,5</u>
Crédits à voter				302 802,5	311 408,5

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)			
Rémunération	6 885,0	639,8	627,7	8 009,6	16 162,1	15 517,6
Fonctionnement	962,5	133,5	197,5	3 173,9	4 467,4	4 317,6
Transfert	236 202,8	43 938,7	1 962,0	-	282 103,5	291 666,1
	<u>244 050,3</u>	<u>44 712,0</u>	<u>2 787,2</u>	<u>11 183,5</u>	<u>302 733,0</u>	<u>311 501,3</u>
Effectif total	130	15	17	171	333	333
Budget d'investissements						
Immobilisations	126,3	-	-	268,7	395,0	218,7
	<u>126,3</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>268,7</u>	<u>395,0</u>	<u>218,7</u>

Transports

Programme 3 Administration et services corporatifs

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Direction	5 541,8	-	80,8	5 622,6	5 949,0
2. Services administratifs	61 357,6	8 873,6	2 793,1	55 277,1	52 045,6
3. Planification, recherche et développement	14 481,9	-	420,6	14 902,5	14 112,6
	81 381,3	8 873,6	3 294,5	75 802,2	72 107,2
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				19,2	19,2
Crédits à voter				75 783,0	72 088,0

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	4 346,2	39 425,0	8 968,0	52 739,2	50 085,1
Fonctionnement	696,7	21 797,6	4 312,4	26 806,7	30 101,5
Transfert	498,9	-	1 201,5	1 700,4	1 700,4
Créances douteuses et autres	-	135,0	-	135,0	100,0
	5 541,8	61 357,6	14 481,9	81 381,3	81 987,0
Effectif total	51	477	190	718	718
Budget d'investissements					
Immobilisations	80,8	2 793,1	420,6	3 294,5	2 902,7
	80,8	2 793,1	420,6	3 294,5	2 902,7

Transports

Crédits affectés à un fonds spécial

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Infrastructures de transport		
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	367 557,4	331 325,1
Fonds de gestion de l'équipement roulant	3 000,0	3 000,0
Total	370 557,4	334 325,1
Effectif total	2 452	2 303

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	68 443,3	58 625,1
Fonctionnement	105 289,1	137 680,4
Capital	112 486,1	78 119,6
Intérêt	84 338,9	59 900,0
Total	370 557,4	334 325,1

Transports

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Infrastructures de transport		
Aide financière au réseau routier local	66 100,0	126 400,0
Soutien aux infrastructures publiques de transport	-	90 000,0
Transport terrestre	4 748,2	5 178,2
Total du programme 1	70 848,2	221 578,2
Programme 2 - Systèmes de transport		
Société des traversiers du Québec	33 232,2	33 398,9
Transport aérien	1 962,0	1 923,0
Transport en commun : fonctionnement	8 813,0	16 913,0
Transport en commun : immobilisations et service de la dette	185 687,1	185 300,0
Transport en commun : transport adapté aux personnes handicapées	31 163,4	38 063,4
Transport maritime	10 706,5	8 524,5
Transport terrestre	9 492,3	6 496,3
Autres crédits de transfert	1 047,0	1 047,0
Total du programme 2	282 103,5	291 666,1
Programme 3 - Administration et services corporatifs		
Autres crédits de transfert	1 700,4	1 700,4
Total du portefeuille	354 652,1	514 944,7

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises	18 848,3	15 743,9
Entreprises et organismes d'État	33 232,2	33 398,9
Institutions d'enseignement	658,6	470,0
Municipalités	299 718,2	462 715,8
Organismes à but non lucratif	1 907,8	2 371,1
Personnes	287,0	245,0
Total du portefeuille	354 652,1	514 944,7

Transports

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	18 110,1	17 709,3
Fonctionnement	5 063,1	5 630,6
Capital	138 564,4	228 409,5
Intérêt	96 689,0	101 656,8
Support	96 225,5	161 538,5
Total du portefeuille	354 652,1	514 944,7

Travail

Programme	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Travail	66 225,2	2 140,0	2 542,9	66 628,1	64 935,8
Moins : Crédits permanents				2 331,7	2 348,4
Crédits à voter				64 296,4	62 587,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Rémunération	36 253,3	35 392,4
Fonctionnement	14 785,1	13 972,5
Transfert	15 185,6	15 165,6
Créances douteuses et autres	1,2	1,2
Total	66 225,2	64 531,7
Effectif du programme	776	776
Effectif total	776	776
Budget d'investissements		
Immobilisations	2 541,9	1 811,6
Prêts, Placements et Avances	1,0	1,0
Total	2 542,9	1 812,6

Travail

Programme 1 Travail

Éléments	2000-2001			1999-2000
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
			(000 \$)	
1. Relations du travail	18 153,4	631,2	641,6	18 163,8
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	490,4	-	1,0	491,4
3. Commission de l'équité salariale	3 665,2	114,6	235,0	3 785,6
4. Conseil des services essentiels	2 290,0	36,0	67,4	2 321,4
5. Régie du bâtiment du Québec	26 626,2	1 358,2	1 597,9	26 865,9
Suite à la page 26 - 3				

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de santé, de sécurité et d'intégrité physique des travailleurs et de qualité des bâtiments et de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du ministère du Travail.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	Sous- total
			(000 \$)			
Rémunération	12 124,4	386,4	2 728,3	1 749,7	19 264,5	36 253,3
Fonctionnement	5 842,7	104,0	936,9	539,8	7 361,7	14 785,1
Transfert	185,6	-	-	-	-	185,6
Créances douteuses et autres	0,7	-	-	0,5	-	1,2
	18 153,4	490,4	3 665,2	2 290,0	26 626,2	51 225,2
Effectif total	298	6	49	22	401	776
Budget d'investissements						
Immobilisations	641,6	-	235,0	67,4	1 597,9	2 541,9
Prêts, Placements et Avances	-	1,0	-	-	-	1,0
	641,6	1,0	235,0	67,4	1 597,9	2 542,9

Travail

Programme 1 (suite)

Éléments	2000-2001			1999-2000	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
6. Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	15 000,0	-	-	15 000,0	15 000,0
	66 225,2	2 140,0	2 542,9	66 628,1	64 935,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6)					
Élément 1				0,7	0,7
Élément 4				0,5	0,5
Code du travail, (L.R.Q., c. C-27)					
Élément 4				2 320,9	2 337,6
Crédits à voter				64 296,4	62 587,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	6	Éléments	2000-2001	1999-2000
			(000 \$)		
Rémunération	36 253,3	-		36 253,3	35 392,4
Fonctionnement	14 785,1	-		14 785,1	13 972,5
Transfert	185,6	15 000,0		15 185,6	15 165,6
Créances douteuses et autres	1,2	-		1,2	1,2
	51 225,2	15 000,0		66 225,2	64 531,7
Effectif total	776	-		776	776
Budget d'investissements					
Immobilisations	2 541,9	-		2 541,9	1 811,6
Prêts, Placements et Avances	1,0	-		1,0	1,0
	2 542,9	-		2 542,9	1 812,6

Travail

Crédits de transfert

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Programme 1 - Travail		
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	15 000,0	15 000,0
Autres crédits de transfert	185,6	165,6
Total du programme 1	15 185,6	15 165,6
Total du portefeuille	15 185,6	15 165,6

Ventilation par bénéficiaires

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Entreprises et organismes d'État	15 000,0	15 000,0
Organismes à but non lucratif	185,6	165,6
Total du portefeuille	15 185,6	15 165,6

Ventilation par catégories de dépenses

	2000-2001	1999-2000
	(000 \$)	
Support	15 185,6	15 165,6
Total du portefeuille	15 185,6	15 165,6

